



ZEP - RE
(PTA REINSURANCE COMPANY)



Rapport Annuel

2006

“Toujours au service de la qualité”



...NOTRE VISION

Devenir dans le marché africain, une
Compagnie de Réassurances de réputation
mondiale



...NOTRE MISSION

Offrir à notre clientèle une sécurité de première
classe et des services de qualité



...NOTRE ETHIQUE

Notre maître mot est l'intégrité
Notre client est roi
Notre équipe est solidaire et engagée
Notre travail est sacré
Notre entreprise est citoyenne

Table des matières

Informations sommaires sur la Compagnie.....	2
Convocation de la 16ème Assemblée Générale Annuelle.....	3
Treizième Rapport Annuel du Président du Conseil d'Administration.....	4
Conseil d'Administration et Direction Générale.....	5 - 7
Rapport du Président du Conseil d'Administration.....	8 - 10
Rapport du Conseil d'Administration.....	11 - 13
Rappel des Responsabilités des Administrateurs.....	14
Rapport des Auditeurs Externes aux Administrateurs.....	15
Comptes financiers:	
Compte des Pertes et Profits.....	16
Bilan.....	17
Comptes des Variations des Fonds Propres.....	18
Etat de variation du flux de la Trésorerie.....	19
Procédures comptables en vigueur.....	20 - 24
Notes annexes aux Etats Financiers.....	21 - 35
Informations supplémentaires:	
Compte de Résultats, Annexe I.....	40
Actionnariat de la ZEP-RE, attribution des parts sociales Annexe II.....	41
Capital Social entièrement libéré Annexe III.....	42
Rapport de Credit Rating Company.....	43 - 53

Informations Générales Sur La Compagnie

DIRECTION GENERALE

M Shadreck Lubasi - Directeur Général
M. Rajnikant Varia - Directeur de l'Administration
Générale
Mme Hope Murera - Secrétaire Générale de la
Compagnie

SIEGE SOCIAL

Nairobi, Kenya
ZEP-RE Place
Longonot Road, Upper Hill
B.P. 42769 - 00100
Nairobi
Téléphone +254 20 2738221
Fax +254 20 2738444
Email: mail@zep-re.com
Site Internet: www.zep-re.com

BUREAUX REGIONAUX

Khartoum, Soudan
Reinsurance House Building
B.P. 3224
Khartoum, Soudan
Téléphone: +249 11 799357/8
Fax: +249 11 799359
Email: zep-re@sudanmail.net

Lusaka, Zambie
2ème Etage, Zone A, Comesa Centre
Ben Bella Road
B.P. 36966
Lusaka, Zambie
Téléphone: +260 1 230969
Fax: +260 1 230968

AUDITEURS

Deloitte & Touche
Experts Comptables
"Kirungijj", Ring Road, Westlands
B.P. 40092 - 00100
Nairobi, Kenya

BANQUES DOMICILIATAIRES

Barclays Bank of Kenya Limited
Market Street Branch
B.P. 47278 - 00200
Nairobi, Kenya

Lloyds TSB Bank PLC
Business Banking Service Center
3ème Etage, 10 Booth Street
Manchester, M24AW
Grande Bretagne

Kenya Commercial Bank Limited
University Way Branch
B.P. 7206 - 00300
Ronald Ngala
Nairobi, Kenya

Sudanese French Bank
B.P. 2775
Khartoum, Soudan

PTA Bank
Bishops Road
B.P. 48596 - 00100
Nairobi, Kenya

Convocation de la 16ème Assemblée Générale Annuelle

IL EST PORTE A LA CONNAISSANCE DES ACTIONNAIRES que la 16ème Assemblée Générale Annuelle de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company) se tiendra à Livingstone le lundi, 16 juillet 2007 à 9 heures locales.

LIEU DE REUNION

Zambezi Sun Hotel, Livingstone, Zambie

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Hope Murera

Secrétaire Générale

N.B.

Tout actionnaire habilité à prendre part au vote a le droit de se faire représenter par un mandataire autorisé à voter à sa place. Le mandataire désigné peut ne pas être membre de la Compagnie. Le formulaire joint à la présente convocation, sous peine de non-validité, devra être dûment rempli par l'actionnaire et déposé au Siège de la Compagnie au 8ème étage de l'Immeuble ZEP-RE Place, Longonot Road, Upper Hill, B.P. 42769 00100, Nairobi (KENYA) ou y parvenir, en cas de transmission par voie postale, avant le lundi, 2 juillet, 2007.

Treizième Rapport Annuel de la ZEP-RE (PTA-Reinsurance Company)

Conformément aux dispositions de l'alinéa (f) de l'Article 12 de l'Accord portant création de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company), j'ai, au nom du Conseil d'Administration, l'honneur de soumettre à votre appréciation, le Rapport d'Exercice et les comptes révisés de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company) au titre des douze (12) mois de l'exercice clôturé au 31 décembre 2006.

Nous vous prions, Excellences, d'agréer l'assurance de notre très haute considération.



Peter Kenneth, MP

Le Président du Conseil d'Administration

Conseil D'administration

KENYA

Administrateur

Son Excellence Peter Kenneth, (Député) (Président)

Vice-Ministre
Ministère des Finances
Kenya

Mr. David Nalo, Administrateur Suppléant

Secrétaire Général
Ministère du Commerce et de l'Industrie
Kenya

M. Johnson J Githaka, Administrateur

Directeur Général
Kenya Reinsurance Corporation
Kenya

M. Kulova Wanjala Directeur Général, Administrateur Suppléant

Blue Shield Insurance Company
Kenya

TANZANIE

Mme. Margaret T. Ikongo, Administrateur (Vice-Présidente)

Directrice Générale
National Insurance Corporation of Tanzania
Tanzanie

M. Iddi K Haji, Administrateur Suppléant

Directeur Général
Zanzibar Insurance Corporation
Tanzanie

M. William Erio, Administrateur

Directeur Général
Parastatal Pensions Fund (PPF)
Tanzanie

M. Hosea Kashimba, Administrateur Suppléant

Contrôleur de gestion
Parastatal Pensions Fund (PPF)
Tanzanie

ZAMBIE

Mme. Irene M. Muyenga, Administrateur

Directrice Générale
Zambia State Insurance Corporation
Zambie

Mr. Chris M Mapipo, Administrateur Suppléant

Agent Comptable
Pensions and Insurance Authority
Zambie

Conseil d'Administration (suite)

SOUDAN

Mme. Amna A. Mohammed, Administrateur
Directrice Générale
Office National de Contrôle des Assurances
Soudan

Mme. Shamoum M. A. Alamin, Administrateur Suppléant
Directrice Générale Adjointe
Office National de Contrôle des Assurances
Soudan

ERYTHREE

M. Zeru Woldemichael, Administrateur
Directeur Général
National Insurance Corporation of Eritrea
Erythrée

M. Mesghina Nemariam, Administrateur Suppléant
Directeur Technique
National Insurance Corporation of Eritrea
Erythrée

RWANDA

M. Camille Karamaga, Administrateur
Président de la Zone Franche Economique
Ministère du Commerce de l'Industrie, de la
Promotion des Investissements, du Tourisme et des Coopératives
Rwanda

Mme. Marie Claire Mukasine, Administrateur Suppléant
Directrice Générale
Société Nouvelle d'Assurances du Rwanda
Rwanda

OUGANDA

M. Joseph W. Kiwanuka, Administrateur
Directeur Général
Statewide Insurance Company
Ouganda

M. Bola Ososanya, Administrateur Suppléant
Directeur Général
National Insurance Corporation of Uganda
Ouganda

PTA BANK

Dr. Michael Gondwe, Administrateur
Président
PTA Bank
Kenya

M. James M. Kabuga, Administrateur Suppléant
Fondé de Pouvoirs Principal chargé du
Département du Crédit et des Sociétés
PTA Bank
Kenya

Le Conseil d'Administration



S.E. Peter Kenneth M.P.
Président



Mme. Margaret Ikongo
Vice-Présidente



M. Zeru Woldemichael
Administrateur



Mme. Irene M. Muyenga
Administrateur



M. William Erio
Administrateur



Dr. Michael Gondwe
Administrateur



M. Joseph Kiwanuka
Administrateur



M. Camille Karamaga
Administrateur



M. Johnson Githaka
Administrateur



Mme. Amna Mohammed
Administrateur

La Direction Générale



M. Shadreck Lubasi
Directeur Général



M. Rajnikant Varia
Directeur de l'Administration
Générale



Mme. Hope Murera
Secrétaire Générale
de la Compagnie

Rapport du Président du Conseil d'Administration



Avant-propos

Je me réjouis de vous présenter le Rapport d'Exercice et les Comptes Financiers de la ZEP-RE au titre de l'exercice clôturé au 31 décembre 2006.

1. Environnement Economique

L'ensemble de la sous-région du COMESA a connu, au courant de l'exercice clôturé au 31 décembre 2006 une reprise euphorique des activités commerciales et industrielles et une forte croissance économique. La moyenne de la performance économique de la plupart des pays du COMESA au courant de ces 5 dernières années a été de 5% environ. Le résultat procède, selon les explications plausibles, de la croissance des échanges commerciaux au sein de la région, des conditions favorables de la demande et des prix des produits de base, des avantages découlant

de la privatisation des entreprises parapubliques, des stratégies mises sur pied en matière d'allègement de la pauvreté et des politiques adoptées dans le cadre de la libéralisation de l'économie.

En dépit des progrès constatés sur le Continent, les entreprises africaines ont beaucoup de peine à percer dans les marchés internationaux, du fait d'un réseau routier en mauvais état, des infrastructures portuaires inefficaces et de la défaillance du secteur de l'énergie. A cela s'ajoutent l'immense fardeau des taux ahurissants du VIH/SIDA et d'autres maladies, l'aide endémique, les barrières douanières et la baisse constante des investissements directs étrangers. Envers et contre tous ces obstacles, le Continent Africain se maintient pourtant en équilibre à l'aide d'une croissance économique optimiste au courant de l'année 2007 et est, en outre, motivé par les effets positifs découlant de l'environnement politique stable, de la découverte et de l'exploitation des ressources minières, de l'amélioration de la santé des populations, de l'éducation et des échanges commerciaux.

L'amélioration de la productivité et la croissance économique durable sur l'ensemble du Continent sont des facteurs absolument indispensables pour la réalisation de la mission assignée à la ZEP-RE dans le cadre de l'appui au développement économique sous-régional. En raison de l'envergure relativement modeste de la plupart des économies d'échelle au niveau national, l'intégration régionale et la coopération économique ont permis la création de grands marchés, l'amélioration des infrastructures et le renforcement des relations entre les producteurs et les consommateurs et ont été déterminantes dans la consolidation des économies d'échelle dans la région. La ZEP-RE s'active à rentabiliser ces gains en oeuvrant pour la cause de l'intégration régionale en étendant le noyau de ses activités vers d'autres régions d'Afrique et en jouant un rôle d'avant-garde dans l'offre des services de qualité internationale en matière de réassurance.

La ZEP-RE a publié, en 2006, son 5ème Plan Stratégique de la Compagnie (2007-2009) qui s'articule autour des objectifs ci-après :

- La croissance du chiffre d'affaire de la Compagnie.
- La gestion avisée des finances de la Compagnie et l'augmentation de la valeur du titre de participation
- L'augmentation du capital social de la Compagnie
- La réduction et la rétention des meilleures ressources humaines
- Le rehaussement de l'image de marque de la Compagnie et l'augmentation de son portefeuille d'actionnaires de marque.
- La réputation d'une bonne entreprise citoyenne.

La ZEP-RE a mis en place des stratégies variées visant à réaliser chacun de ces objectifs essentiels. Au nombre des initiatives les plus importantes parmi celles qui ont été prises figurent le renforcement des capacités d'intervention et la responsabilisation du personnel ainsi que la dotation de la Compagnie des ressources appropriées permettant d'atteindre ces objectifs.

Rapport du Président du Conseil d'Administration (suite)

2. Principaux Aspects des Résultats de la Compagnie

La Compagnie a enregistré une croissance du revenu de prime de l'ordre de 20,7% qui se traduit par une augmentation du chiffre d'affaire qui est passé de 26,9 millions de Dollars américains en 2005 à 32,47 millions de Dollars américains en 2006, générés, pour l'essentiel, à partir des marchés d'assurances des Etats membres du COMESA, et pour la plupart, dans les branches Incendie et Accidents.

Les résultats de souscription ont connu une régression de l'ordre de 43,4%, soit 979.383 Dollars américains en 2006, contre 1.729.416 Dollars américains au titre de l'exercice 2005, des suites d'importants sinistres survenus, notamment de Morrog au Soudan, de Bgrimm Explosives en Zambie et de Zimasco au Zimbabwe. Le montant brut des règlements de sinistres est passé de 14.807.184 Dollars américains en 2005 à 17.185.434 Dollars américains en 2006. Les provisions pour sinistres et les réserves constituées pour la couverture des sinistres sont passées de 8,1 millions de Dollars en 2005 à 8,675 millions de Dollars en 2006. Le revenu des placements a progressé de 948.742 Dollars américains en 2005 à 1.653.839 Dollars américains en 2006, soit une augmentation de l'ordre de 74%. Cette performance procède en effet, de l'augmentation des taux d'intérêt proposés par la Compagnie sur les placements à court terme des bons de trésor et sur les dépôts auprès des institutions financières, ainsi que des loyers perçus des locataires de ZEP-RE Place et de Prosperity House, et de la rémunération à la juste valeur sur les biens et avoirs en placement.

Le résultat net d'exploitation réalisé par la Compagnie, au titre de l'exercice 2006 s'est élevé à 2.475.386 Dollars américains, contre 1.837.349 Dollars en 2005.

3. Admission dans l'Actionnariat, et Capital Social de la Compagnie

En 2006, l'actionnariat de la Compagnie s'est agrandi de deux nouveaux membres, le Secrétariat du COMESA et Mayfair Insurance du Kenya. Le Capital entièrement libéré de la ZEP-RE a, par ailleurs, augmenté de 3,6%, passant ainsi de 11.361.744 Dollars américains en 2005 à 11.771.887 Dollars américains en 2006.

La Compagnie a par ailleurs procédé, au courant de l'exercice 2006, à la détermination de la valeur nominale de l'action de la ZEP-RE, dans la perspective d'une restructuration éventuelle de la structure du capital social. En vertu des dispositions de l'Accord portant création de la Compagnie, les recommandations tenant compte de cette éventualité seront soumises aux Actionnaires lors de la 16ème Assemblée Générale.

Je profite de la présente occasion pour rappeler, une fois de plus, à tous les actionnaires déjà membres de la Compagnie que les parts sociales de la ZEP-RE demeurent à la disposition des Actionnaires déjà membres de la Compagnie et des futurs Actionnaires éventuels. L'admission dans l'actionnariat de la Compagnie reste grandement ouverte aux organismes du secteur privé, aux institutions du secteur public.

4. Gouvernance de l'Entreprise

La ZEP-RE s'est engagé à adopter, en matière de gouvernance, les normes les plus élevées, et la Compagnie met un point d'honneur à remettre régulièrement en question ses procédures, ses règlements, ses lois et sa structure, aux fins d'une meilleure rentabilisation de ses opérations, tant au niveau du Conseil d'Administration, des Comités du Conseil d'Administration que de l'ensemble de la Direction Générale et à les harmoniser avec les principes des gouvernance en vigueur à l'échelle internationale.

Les aspects clés de notre approche en matière de gouvernance de l'entreprise se résument comme suit :

Le Conseil d'Administration

Le Conseil se réunit, au minimum, 4 fois par an et se compose des Administrateurs non impliqués dans la gestion quotidienne de la Compagnie. Le Conseil d'Administration définit l'orientation stratégique générale de l'entreprise, analyse et examine ses résultats et prend les décisions administratives concrètes. La responsabilité de l'application de la stratégie et de la gestion quotidienne des activités est dévolue par le Conseil d'Administration au Directeur général et aux cadres supérieurs de la Compagnie.

Rapport du Président du Conseil d'Administration (suite)

Comités du Conseil d'Administration

- Le Comité du Conseil chargé de la vérification des Comptes de la Compagnie se réunit de manière régulière (au moins 4 fois par an) en vue de constater l'efficacité des procédures internes de contrôle de gestion et faire le point des questions générales d'ordre financier.
- Le Comité chargé des placements et des investissements se réunit régulièrement pour examiner les grandes orientations adoptées en matière d'investissements et de placements.

Formation

Dans l'optique de la mise en œuvre efficace des mécanismes de bonne gouvernance au sein de la ZEP-RE, la Compagnie a décidé de lancer un programme de formation dont l'ambition est de doter les Administrateurs et les Responsables de la Compagnie des connaissances pratiques indispensables en gestion d'une entreprise moderne. Le séminaire en gouvernance de l'entreprise a eu lieu en mars 2006.

Au regard des discussions qui se sont tenu durant le séminaire, la Compagnie a adopté les principes suivants.

• Code de Comportement et d'Éthique professionnels

La finalité du présent Code de comportement et d'éthique professionnels est de garantir la conformité entre les dispositions et prescriptions juridiques et les principes généraux de comportement professionnel de la Compagnie. Tous les Administrateurs et le personnel de la Compagnie sont tenu de se conformer à ces principes généraux dans l'exécution quotidienne de leurs obligations professionnelles.

• Dispositions Statutaires du Conseil d'Administration

Dans la désignation des membres du Conseil d'Administration, la Compagnie prend en compte les compétences professionnelles, les qualités humaines et la contribution que la personne en cours de cooptation peut apporter à la gestion et à la gouvernance de la Compagnie.

Pour confirmer le prix que le Conseil d'Administration attache à cet engagement, les Administrateurs ont élaboré et adopté des statuts dont la véritable raison d'être est de faciliter la libre expression, dans l'intégralité, de ces qualités en vue d'assurer que l'efficacité de la contribution de chaque Administrateur répond aux principes de jugement indépendant d'éthique et d'intégrité que les Administrateurs, dans leur ensemble, sont tenu d'observer.

• Procédure d'Évaluation du Conseil d'Administration

La ZEP-RE a mis sur pied, au courant de l'exercice 2006, une procédure d'évaluation de l'action du Conseil d'Administration. Ce mécanisme d'appréciation des activités opérationnelles vise à vérifier que :

- Le Conseil d'Administration apporte un rendement supplémentaire au fonctionnement de la Compagnie et s'acquitte de ses responsabilités vis à vis de la société et de ses différents partenaires.
- Le rendement, l'efficacité et la contribution de chaque Administrateur à titre personnel et de l'ensemble du Conseil d'Administration se sont améliorés.
- La Compagnie dispose d'un cadre objectif de retransmission analytique des informations relatives à la performance de la société, à l'intention du Conseil d'Administration et des ses membres.
- La finalité de la Procédure est de s'assurer que le Conseil d'Administration fonctionne en toute transparence et est entièrement responsable, vis à vis des Administrateurs eux-mêmes et des autres partenaires, du rendement effectif de la Compagnie.

Par ordre du conseil d'administration



Peter Kenneth

Le 27 mars 2007

Rapport du Conseil d'Administration

Le Président

Le Conseil d'Administration a l'honneur de présenter le rapport annuel de ses activités et les comptes apurés au titre de l'exercice clôturé au 31 décembre 2006 qui reflètent la situation réelle des opérations de la Compagnie. Le présent rapport a été élaboré conformément aux dispositions de l'Article 31 de l'Accord portant création de la ZEP-RE.

PRINCIPALES ACTIVITES

La Compagnie réassure tous les risques souscrits dans les branches Vie et Risques Divers, en vertu des dispositions de l'Article 31 de l'Accord portant création de la ZEP-RE. Les activités sont réparties selon les catégories de risques ci-après :

- Incendie et Accidents (y compris les risques industriels, construction et automobile)
- Risques maritimes et aériens
- Assurance Vie

A) RESULTATS DE L'EXERCICE

Les bénéfices nets réalisés au titre de l'exercice 2006 s'élèvent à 2.475.386 Dollars américains contre 1.837.349 Dollars en 2005. Les principales rubriques des comptes financiers se présentent comme suit :

	2006 US\$	2005 US\$
Primes brutes	32.474.910	26.900.035
Revenu de Placements et de Location	1.653.839	948.742
Sinistres réglés	14.562.673	10.181.663
Frais nets de Courtage	6.046.777	4.834.579
Frais de Gestion	2.098.537	1.822.216
Bénéfices de Souscription	979.383	1.729.418
Bénéfice net	2.475.386	1.837.349
Fonds de Réserve et de Réassurance	8.675.000	8.100.000
Fonds de Primes non encourues	9.009.854	7.606.366
Actifs Nets	43.965.256	37.610.326
Capital Social (Fonds Propres)	17.641.112	11.361.744
Placements	33.825.340	22.523.937
Ratio des Frais de gestion (Primes nettes)	8, 83%	9,54%
Ratio des Pertes	61,29%	53,51%

Le dividende recommandé au titre de l'exercice 2006 s'était de 500.000 Dollars. Le dividende recommandé et redistribué au titre de l'exercice 2005 a été de 300.000 Dollars américains. Les Administrateurs ont recommandé l'approbation du dividende préconisé.

Rapport du Conseil d'Administration (suite)

B) REVENU DE SOUSCRIPTION

	2006	2005
	US\$	US\$
Primes brutes	32.474.910	26,900,035
Primes rétrocédées	7.311.671	7.379.530
Revenu net de primes	25.163.239	19.520.505
Primes encaissées	23.759.751	19.098.297
Sinistres réglés	14.562.673	10.181.663
Frais nets de courtage	6.046.777	5.267.676
Impôts et Taxes	72.381	97.326
Frais de gestion	2.098.537	1.822.216
Bénéfice de souscription	979.383	1.729.416

C) REPARTITION DES PRIMES

(i) Répartition Géographique

Région	2006		2005	
	Primes brutes	%	Primes brutes	%
COMESA	24.458.062	75,31	21.800.549	81,04
HORS-COMESA (AFRIQUE)	6.688.020	20,59	4.368.648	16,24
DIVERS	1.328.828	4,10	730.838	2,72
Total	32,474,910	100,00	26.900.035	100,00

(ii) Répartition sectorielle (par branche d'assurance)

Branche	2006		2005	
	Primes brutes	%	Primes brutes	%
Incendie et Accidents	25.088.305	77,25	22.430.133	83,38
Risques maritimes et aériens	3.870.650	11,92	3.342.211	12,42
Vie	3.515.955	10,83	1.127.691	4,20
Total	32.474.910	100,00	26.900.035	100,00

D) PLACEMENTS

Les placements et investissements opérés par la Compagnie sont passés de 21,85 millions de Dollars en 2005 à 33,83 millions de Dollars en 2006, soit une augmentation de 54,8%. La forte augmentation du montant des investissements englobe le règlement de l'acquisition de Prosperity House, une propriété immobilière achetée au courant de l'année.

Le revenu des placements de la Compagnie a par ailleurs progressé de 948.742 Dollars américains en 2005 à 1.653.839 Dollars américains au titre de l'exercice 2006, correspondant à une augmentation à hauteur de 74%. Ce résultat est essentiellement dû à l'amélioration des taux d'intérêt, au revenu locatif généré par les propriétés immobilières et au constat de la juste valeur du gain réalisé sur l'acquisition de la propriété immobilière.

Rapport du Conseil d'Administration (suite)

E) ADMINISTRATEURS

Les noms des Administrateurs en poste au courant de l'exercice 2006 figurent dans les pages 3 à 4.

F) AUDITEURS

Le Cabinet Deloitte & Touche a manifesté son désir d'assurer la vérification des comptes de la Compagnie au titre du prochain exercice. Une résolution relative à sa reconduction à cette fonction au titre de l'exercice 2007 sera soumise par le Conseil à l'Assemblée générale pour approbation.

Par Ordre du Conseil d'Administration



La Secrétaire Générale de la Compagnie

Le 27 mars 2007



Rappel Des Responsabilités Des Administrateurs

En vertu des dispositions de l'Article 31 de l'Accord portant création de la ZEP-RE, les Administrateurs ont la responsabilité expresse d'élaborer les comptes de chaque exercice et de ressortir de manière claire et nette la situation des activités de Compagnie à la fin de l'exercice ainsi que le résultat dudit exercice. A cet effet, aux termes dudit Article, il est demandé aux Administrateurs de veiller à ce que les documents comptables soient bien tenus et que ces derniers reflètent avec une exactitude indiscutable, et à n'importe quel moment, la situation financière de l'entreprise. Ils sont également responsables de la sauvegarde des immobilisations.

Les Administrateurs sont responsables de l'élaboration et de la présentation objective de ces comptes financiers conformément aux Normes Internationales de Présentation des Rapports Financiers. Cette responsabilité englobe la conception, l'application et la préservation des procédures internes de vérification des comptes indispensables pour l'élaboration et la présentation objective des états financiers exempts des erreurs substantielles découlant soit d'une fraude manifeste, soit d'une erreur involontaire, le choix et l'application des procédures comptables appropriées, et l'estimation des données comptables acceptables au regard des circonstances.

Les Administrateurs assument par ailleurs la responsabilité de la sauvegarde des documents comptables auxquels l'on peut s'en remettre lors de l'élaboration des comptes tout comme à titre d'instruments appropriés de vérification interne des comptes. Les Administrateurs estiment que les comptes financiers reflètent honnêtement la situation financière de la Compagnie et ses résultats d'exploitation. Ils reconnaissent par ailleurs leur responsabilité en matière de préservation des documents comptables auxquels l'on peut recourir lors de l'élaboration des comptes financiers, conformément aux procédures internes de vérification des comptes.

Rien, au regard de ce qui précède, ne semble suggérer aux Administrateurs que la Compagnie ne maintiendra pas le niveau élevé de ses opérations d'ici les douze (12) prochains mois.



Peter Kenneth, (Parlementaire)
Le Président



Shadreck Lubasi
Directeur

Le 27 mars 2007

Rapport Des Auditeurs Aux Actionnaires

Nous avons vérifié les comptes de la ZEP-RE (PTA Reinsurance Company) figurant dans les pages 12 à 35 qui englobent le bilan de la Compagnie à la date du 31 décembre 2006, le Compte des Résultats, le Compte des Variations des Fonds Propres et l'Etat de Variation du Flux de la Trésorerie au titre de l'exercice clôturé, ainsi que le résumé des principes comptables fondamentaux et des diverses notes explicatives. Nous avons obtenu de la part de la Compagnie tous les renseignements et explications que nous avons jugé nécessaires pour l'accomplissement de notre tâche.

RESPONSABILITES RESPECTIVES DES ADMINISTRATEURS ET DES AUDITEURS

Les Administrateurs de la Compagnie sont responsables de l'élaboration et de la présentation objective des comptes financiers conformément aux Normes Internationales de Présentation des Rapports Financiers et aux dispositions de l'Article 31 de l'Accord portant création de la ZEP-RE. Cette responsabilité englobe la conception, l'application et le maintien des procédures internes de vérification des comptes indispensables pour l'élaboration et la présentation objective des états financiers exempts des erreurs substantielles découlant soit d'une fraude manifeste soit d'une erreur involontaire, le choix et l'application des procédures comptables au regard des circonstances. Notre responsabilité se limite à l'expression d'une opinion indépendante sur les comptes en nous appuyant sur la vérification des écritures.

BASE DE NOTRE AVIS

Nous avons procédé à la vérification des comptes conformément aux normes internationales en la matière. Ces normes exigent le respect de l'éthique professionnelle ainsi que la programmation et l'exécution du travail de manière à éviter absolument l'apparition dans les comptes des erreurs significatives.

La vérification des comptes comporte l'application des procédures comptables permettant d'obtenir une attestation de contrôle des comptes sur les montants et sur les divulgations de renseignements figurant dans les états financiers. Les procédures retenues se fondent sur notre jugement et prennent en compte une évaluation de risques d'erreurs substantielles découlant soit d'une fraude manifeste, soit d'une erreur involontaire. Lors de l'évaluation des risques, nous avons revu les mécanismes de vérification interne des comptes indispensables pour l'élaboration de l'ensemble des états financiers et leur présentation objective aux fins de conception des procédures de vérification des comptes en conformité avec les circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer notre avis sur l'efficacité des mécanismes de vérification interne des comptes de la Compagnie. Le contrôle des comptes comporte également l'évaluation de l'opportunité des méthodes de comptabilité adoptées et du bien fondé des estimations comptables des Administrateurs, ainsi que l'évaluation de la présentation générale des comptes financiers. Nous avons la certitude que le travail effectué par les auditeurs ressort, d'une manière raisonnable, la base de notre avis.

NOTRE AVIS

A notre avis, les états financiers ci-après présentent une perspective honnête et véritable de la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2006, ainsi que des résultats d'exploitation et de la situation de la trésorerie à la clôture de l'exercice conformément aux dispositions de l'Article 31 de l'Accord portant création de la ZEP-RE et aux normes internationales de comptabilité.



Le 27 mars 2007

Compte Des Pertes et Profits au Titre De L'exercice Clôturé Au 31 Décembre 2006

	Notes	2006 US\$	2005 US\$
Primes Brutes Souscrites	2	32.474.910	26.900.035
Moins : Primes de Rétrocession		(7.311.671)	(7.379.530)
Primes Nettes		25.163.239	19.520.505
Mouvement du Fonds de Primes non encourues	23	<u>(1.403.488)</u>	<u>(422.208)</u>
Primes encaissés		23.759.751	19.098.297
Revenus des placements/des Investissements	3	<u>1.344.101</u>	<u>808.064</u>
Revenus locatifs		309.738	140.678
Revenus divers	4	107.872	180.049
Revenus provenant des opérations de Courtage		<u>1.912.563</u>	<u>2.037.560</u>
Revenus nets		27.434.025	22.264.648
Sinistres bruts réglés et en attente de règlement exigibles	5	17.760.434	16.768.455
Moins : les montants remboursables des rétrocessionnaires		(3.197.761)	(6.586.792)
Sinistres nets survenus		14.562.673	10.181.663
Frais d'exploitation et Frais divers	6	2.436.626	2.940.400
Frais de courtage exigibles		7.959.340	7.305.236
		<u>10.395.966</u>	<u>10.245.636</u>
Bénéfice de l'exercice		<u>2.475.386</u>	<u>1.837.349</u>
Dividendes		2006 US\$	2005 US\$
Dividende définitif recommandé	27	<u>500.000</u>	<u>300.000</u>

Bilan Au 31 Décembre 2006

	Notes	2006 US\$	2005 US\$
ACTIF			
Immobilisations	8	1.119.903	1.176.628
Biens incorporels	9	396.733	436.406
Baux d'exploitation payés d'avance	10	70.089	70.904
Immobilisations en placements	11	8.068.549	4.436.894
Portefeuille – actions destiné à la vente	12	961.149	848.750
Créances découlant des contrats de réassurance	13	6.399.982	10.995.138
Dépôts chez les Compagnies cédantes		1.472.437	1.652.874
Créanciers divers	14	411.373	673.841
Effets publics arrivés à terme	15	7.576.317	6.136.930
Liquidités en dépôt auprès d'établissements financiers	16	17.219.325	10.427.522
Banque et Caisse	17	269.399	754.439
Total de l'actif		43.965.256	37.610.326
PASSIF ET FONDS PROPRES			
Capital Social	19	11.771.887	11.361.744
Réserve estimée à la valeur réelle	20	10.985	-
Excédent de réévaluation	20	11.830	11.830
Bénéfices non redistribués	21	5.846.410	3.671.024
Fonds propres		17.641.112	15.044.598
PASSIF			
Passif découlant des contrats de réassurance	22	8.675.000	8.100.000
Réserves sur primes non encaissées	23	9.009.854	7.606.366
Créances découlant des régimes de rétrocessions	24	5.425.793	3.811.269
Dépôts dus aux rétrocessionnaires		220.063	480.805
Revenu différé	25	70.090	70.905
Débiteurs divers	26	471.266	571.713
Dividendes exigibles	27	22.078	16.827
Emprunts	28	2.430.000	1.907.843
Total du Passif		26.324.144	22.565.728
Total des Fonds Propres et du Passif		43.965.256	37.610.326

Les comptes financiers figurant dans les pages 16 à 39 ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 27 mars 2007

et signés pour son compte par :



Le Président



Le Directeur Général

Comptes des Variations des Fonds Propres

	Notes	Capital Social	Excédent de réévaluation	Réserve estimée à la valeur réelle	Ajustement de Conversion cumulé	Profits non redistribués	Dividendes recommandés	Total
		US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$
Au 1er Janvier 2005		10.519.981	11.830	-	(250.000)	1.833.675	315.600	12.431.086
Capital social publié durant l'exercice		841.763	-	-	-	-	-	841.763
Passation par Pertes et Profits		-	-	-	250.000	-	-	250.000
Bénéfice net de l'exercice		-	-	-	-	1.837.349	-	1.837.349
Dividendes définitifs approuvés pour l'exercice 2004	27	-	-	-	-	-	(315.600)	(315.600)
Au 31 Décembre 2005		<u>11.361.744</u>	<u>11.830</u>	-	-	<u>3.671.024</u>	-	<u>15.044.598</u>
Au 1er Janvier 2006		11.361.744	11.830	-	-	3.671.024	-	15.044.598
Capital social publié durant l'exercice		410.143	-	-	-	-	-	410.143
Bénéfice réalisé sur le Portefeuille – actions destiné à la vente	12	-	-	10.985	-	-	-	10.985
Bénéfice net de l'exercice		-	-	-	-	2.475.386	-	2.475.386
Dividendes définitifs approuvés pour l'exercice 2005	27	-	-	-	-	(300.000)	(300.000)	(300.000)
Au 31 Décembre 2006		<u>11.771.887</u>	<u>11.830</u>	<u>10.985</u>	-	<u>5.846.410</u>	-	<u>17.641.112</u>

Etat de Variation du Flux de la Trésorerie

	Notes	2006 US\$	2005 US\$
Trésorerie générée par l'exploitation			
Rapprochement du bénéfice d'exploitation et de la trésorerie générée par l'exploitation			
Bénéfice d'exploitation		2.475.386	1.837.349
Ajustement des :			
Pertes sur cession d'immobilisations		-	38.841
Bénéfice sur Immobilisations en placement	3	230.082	-
Amortissements	8	94.673	83.633
Amortissements des Actifs incorporels	9	114.673	18.446
Amortissements des Baux Commerciaux payés d'avance	10	815	2.671
Amortissements des revenus différés	25	(815)	(815)
Passations en pertes et profits des conversions cumulées		-	250.000
Variations :			
De la Réserve sur primes non encaissées	23	1.403.488	422.209
Du passif découlant des contrats de réassurance	5	575.000	1.961.270
Des dépôts chez les Compagnies cédantes		180.437	207.668
Des dépôts dus aux récessionnaires		(260.742)	(228.911)
Créances découlant des contrats de réassurance		4.595.156	(752.380)
Des créances découlant des régimes de récession	22	1.614.524	434.998
Des créanciers divers		262.468	(297.721)
Des débiteurs divers		(100.447)	(144.177)
Trésorerie nette générée par l'exploitation		10.724.534	3.833.081
Trésorerie générée par les placements			
Acquisition des immobilisations	8	(37.948)	(1.056.569)
Acquisition des actifs incorporels	9	(75.000)	(435.378)
Acquisition des titres de participation cotés à la bourse	12	(101.414)	-
Investissement net des effets publics à terme		(1.543.906)	75.663
Acquisition des immobilisations en placement	11	(3.401.573)	-
Emprunts avancés	28	792.157	231.213
Emprunts remboursés	28	(270.000)	-
Recettes générées par la cession d'immobilisations		-	7.162
Trésorerie nette utilisée dans les placements/investissements		(4.637.684)	(1.177.909)
Trésorerie générée par les placements de fonds			
Produits des émissions d'action		410.143	841.763
Dividendes redistribués	27	(294.749)	(298.773)
Trésorerie générée par les placements de fonds		115.394	542.990
Augmentation des liquidités et équivalents		6.202.244	3.198.162
Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice		16.994.045	13.795.883
Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice	31	23.196.289	16.994.045

Procédures Comptables

Les procédures comptables adoptées dans l'élaboration des présents comptes financiers se résument comme suit :

(a) Base de l'élaboration des comptes

Les présents états financiers ont été élaborés conformément aux Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers. Les comptes sont libellés en Dollars américains (US\$) et élaborés sur la base de la conversion de leur valeur d'origine, corrigée au besoin par la réévaluation de certaines immobilisations, et l'implication des immobilisations en placement, et des investissements mis, à leur valeur réelle, à la disposition d'acquéreurs éventuels, des actifs dépréciés à leurs montants remboursables et les engagements estimés sur la base des méthodes actuarielles à leur valeur actuelle.

L'élaboration des états financiers dans le strict respect des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers nécessite le recours aux estimations et aux postulats qui déterminent les montants enregistrés des éléments d'actif et du passif ainsi que la déclaration des éléments éventuels de l'actif et du passif à la date des états financiers, et les montants enregistrés des recettes et des dépenses au courant de l'exercice comptable concerné. Malgré le fait que ces estimations reposent sur les meilleures informations détenues par les Administrateurs en matière d'actions et d'événements ayant trait à cet exercice, les résultats réels peuvent, en dernière analyse, s'avérer différents de ces estimations. C'est la raison pour laquelle la remise en question de ces estimations et hypothèses de travail s'impose de temps en temps en vue de coller aux réalités du jour.

(b) Adoption des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers.

La Compagnie continue à appliquer les mêmes procédures en vigueur permettant de comptabiliser et de chiffrer les obligations découlant des contrats de réassurance émis par elle et des rétrocessions figurant dans son portefeuille. La Compagnie a conçu ses propres procédures de gestion des contrats de réassurance, bien avant l'adoption des dispositions du Chapitre 4 des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers et, à défaut de norme/procédure spécifique prévue pour les contrats d'assurance. Les Administrateurs ont eu recours à la méthode leur permettant de comptabiliser et de chiffrer les droits et obligations découlant des contrats de réassurance émis et des contrats de rétrocession en portefeuille, ce qui facilite la communication des informations les plus importantes aux utilisateurs des états financiers de la Compagnie.

A la date d'adoption des comptes financiers, les Normes et Interprétations ci-après étaient déjà en circulation mais non applicables :

- Les dispositions du Chapitre 7 des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers relatives à la divulgation des informations sur les mécanismes financiers et
- Les dispositions du Chapitre 8 des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers relatives à la présentation des Comptes d'Exploitation
- Les dispositions du Chapitre 8 des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers des Sociétés d'Assurances – Volet 8 du Chapitre des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers.
- Les dispositions du Chapitre 9 des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers des Sociétés d'Assurances relatives à la Réévaluation des produits financiers dérivés
- Les dispositions du Chapitre 10 des Normes Internationales de Publication des Rapports Financiers des Sociétés d'Assurances relatives à la Diffusion des Rapports financiers intérimaires et à leur dépréciation.

L'adoption de ces procédures comptables et leurs interprétations, le cas échéant, n'auront aucune incidence concrète sur les comptes financiers de la Compagnie.

(c) Comptabilisation des éléments du Compte des Résultats d'Exploitation

Les primes et leurs charges correspondantes sont imputées dans le Compte du Revenu de Souscription sur recommandation expresse des compagnies cédantes.

Les primes brutes encaissées englobent les primes brutes correspondant aux risques présumés au courant de l'exercice après imputation des mouvements dans le compte des primes brutes non encaissées. Les primes brutes non encaissées représentent la proportion des primes souscrites au courant de l'exercice qui sont imputables à l'exercice ultérieur et estimées à 4% de la valeur des primes nettes.

Les frais de courtage à recevoir sont comptabilisés dans le compte des résultats d'exploitation sur recommandation expresse des compagnies cédantes.

Procédures Comptables (suite)

Le revenu de placement est déclaré net des frais de placement. Le revenu des intérêts est comptabilisé sur la base d'un échelonnement dans le temps qui prend en compte le rendement effectif de l'élément d'actif. Le revenu locatif est comptabilisé comme revenu de la période de son encaissement.

(d) Sinistres encourus

Les sinistres encourus englobent les sinistres payés au courant de l'année ainsi que les changements intervenus dans la provision des sinistres à payer. Les sinistres payés représentent l'ensemble des règlements effectués au courant de l'année, qu'il s'agisse d'accidents survenus au courant de l'exercice concerné que de ceux qui se sont produit auparavant. Les sinistres à payer représentent l'estimation au coût le plus élevé des règlements de l'ensemble des sinistres découlant des accidents survenus avant la date de l'élaboration des comptes de bilan, mais non réglés à cette date. Les sinistres à payer sont calculés sur la base des meilleures informations disponibles au moment de la clôture des écritures de l'exercice et comportent la provision des sinistres survenus mais non déclarés (SSND)

(e) Rétrocessions

Les primes de rétrocession exigibles sont comptabilisées au titre des périodes correspondant respectivement à l'échéance de l'encaissement du revenu de prime et au moment de la survenance du sinistre.

(f) Conversion des monnaies

i) Monnaie de transaction et de présentation des comptes

Les rapports financiers de la Compagnie sont publiés en Dollars américains (US\$).

Les éléments de l'Actif et du Passif de la Compagnie libellés dans les différentes monnaies de transaction des Etats membres sont convertis en Dollars des Etats Unis d'Amérique (US\$) au taux de clôture.

ii) Transactions et Soldes de clôture

Les différentes opérations commerciales effectuées au courant de l'exercice en devises différentes du Dollar des Etats Unis d'Amérique (US\$) sont converties aux taux de change en vigueur lors de l'exécution des contrats commerciaux. Les profits ou les pertes découlant de ces opérations commerciales sont comptabilisés dans le Compte des Pertes et Profits.

Les soldes de clôture sont convertis en Dollars des Etats Unis d'Amérique aux taux en vigueur lors de l'élaboration du bilan. Les profits ou pertes de conversion correspondants aux actifs réalisables à court terme et aux engagements à court terme sont comptabilisés dans le Compte des Pertes et Profits.

Les différences de conversion sur les actifs réalisables à long terme et sur les engagements à long terme tels que les actions classées dans le portefeuille-actions destiné à la vente sont incorporées dans le compte de réserve estimée à la valeur réelle de l'actif social net.

(g) Recettes comptabilisés d'avance

Cette rubrique comptable représente la valeur de la propriété foncière de la Compagnie (évaluée par les Experts immobiliers en 1994). Ce terrain non bâti était une donation du gouvernement kenyan à la ZEP-RE. L'amortissement de ce montant est fonction de la période du bail et est évalué net d'imputation au compte de pertes et profits.

(h) Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents sont comptabilisés au coût historique dans le compte du bilan. Dans le cadre de l'Etat de Variation du Flux de la Trésorerie, les liquidités et équivalents englobent les espèces en caisse/espèces disponibles, les dépôts bancaires, les divers placements hautement liquides à court terme dont les échéances initiales sont fixées à 6 mois au maximum.

Procédures Comptables (suite)

(i) Immobilisations

Les immobilisations de la Compagnie, dans l'ensemble, sont, à l'origine, comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Les immeubles bâtis et les propriétés foncières libres sont par conséquent comptabilisés à leur valeur commerciale, établie sur la base des estimations triennales calculées par des Experts immobiliers indépendants, déduction faite de la valeur d'amortissement. Toutes les autres immobilisations sont comptabilisées sur la base du coût historique, déduction faite de la valeur d'amortissement.

Les augmentations de valeur constatées dans le montant de report des terrains et immeubles découlant des réévaluations sont crédités au compte de la réserve de réévaluation. Les diminutions de valeur censé compenser les augmentations précédentes du même élément d'actif sont éputées dans le compte de la réserve de réévaluation. Toutes les autres diminutions de valeur sont comptabilisées dans le Compte de Pertes et Profits.

Tout amortissement cumulé à la date de réévaluation est résorbé par le montant brut d'imputation de l'élément d'actif.

Les propriétés foncières libres ne font l'objet d'aucun amortissement. Les amortissements des autres immobilisations sont calculés sur la base de la méthode linéaire afin de déduire le coût de chaque élément d'actif, ou alors sur la base du montant réévalué, par rapport à la valeur résiduelle en se référant à l'estimation de la durée d'utilisation de l'élément d'actif. L'estimation de la durée d'utilisation de chaque élément d'actif est la suivante :

Immeubles	50 ans
Matériel Roulant	4 ans
Mobilier de Bureau et Agencement	8 ans
Equipements de Bureau	8 ans
Mobilier et Agencements de Résidences	8 ans
Equipements de Résidences	4 ans
Ordinateurs	3 ans

La propriété louée à bail est comptabilisée comme un paiement effectué à l'avance et est amortie durant la période de bail.

Les profits et les pertes sur cession d'immobilisations, d'équipements et autres matériels sont déterminés en fonction de leurs montants de report.

Procédures Comptables (suite)

(j) Actifs Incorporels

Les licences d'exploitation des logiciels informatiques acquis sont comptabilisées sur la base des coûts supportés pour l'acquisition et l'adoption aux fins d'utilisation de chaque logiciel spécifique. L'amortissement de leurs coûts supportés pour l'acquisition et l'adaptation aux fins d'utilisation de chaque logiciel spécifique. L'amortissement de leurs coûts est calculé sur la base de leurs durées d'utilisation censée ne pas excéder 5 ans.

Les coûts associés à la conception et à la préservation des programmes des logiciels informatiques sont comptabilisés comme des dépenses déjà engagées. Les coûts directement associés à la production de logiciels bien déterminés et particuliers gérés par la Compagnie et qui pourront effectivement générer des avantages économiques supérieurs à un exercice, sont comptabilisés dans la rubrique des actifs incorporels. L'amortissement de leurs coûts est calculé sur la base de leurs durées d'utilisation.

(k) Immobilisations en Placements

Les immobilisations en placement englobent les propriétés foncières et les immeubles appartenant à la Compagnie destinés à la génération de revenus locatifs et/ou à l'évaluation du capital social de la Compagnie. Elles sont comptabilisées à leur valeur réelle, calculée chaque année par des Experts immobiliers indépendants. L'estimation de la valeur réelle de l'immobilisation est basée sur les prix en vigueur dans le marché réajusté, le cas échéant, en fonction de la différence de nature de l'état ou de l'emplacement de l'immobilisation précise.

Les immobilisations en placement ne sont pas soumises à l'amortissement. Les variations de leur montant d'imputation entre les dates d'enregistrement dans le bilan s'effectuent à travers le Compte Pertes et Profits.

Procédures Comptables (suite)

Lors de la cession d'une immobilisation en placement, la différence entre le produit de la cession et le montant d'imputation est porté au débit ou au crédit du compte de Pertes et Profits.

(I) Investissements et placements

Les placements et investissements de la Compagnie sont classés en fonction des catégories suivantes : les actifs financiers estimés à leur juste valeur, à travers les bénéfices ou les pertes réalisés, les créances et effets à recevoir, les actifs financiers arrivés à l'échéance et les actifs financiers destinés à la vente. La classification dépend de l'objectif ayant sous-tendu l'acquisition de ces investissements. La Direction générale (la Compagnie) fixe la classification de ses investissements à la reconnaissance/confirmation de leurs valeurs d'origine réelles et revoit leurs valeurs à chaque date sur laquelle porte la publication des données.

i) Actifs financiers estimés à leur valeur réelle, à travers les bénéfices ou pertes réalisés

Cette catégorie de classification comporte deux sous-classes : les actifs financiers acquis aux fins de transaction commerciale et les actifs financiers estimés à leur valeur réelle à travers les bénéfices ou les pertes réalisés dès le commencement. L'élément d'actif financier est classé dans cette catégorie dès le commencement, si son acquisition relève essentiellement de la finalité d'une vente programmée à court terme, s'il figure dans les portefeuilles des actifs financiers dont la certitude d'une vente à court terme est en mesure de rapporter des bénéfices à la Compagnie, ou si la Compagnie a, de manière souveraine, décidé de le désigner de cette manière. Aux dates du 31 décembre 2006 et du 31 décembre 2005, la Compagnie ne dispose d'aucun actif financier correspondant à cette catégorie.

ii) Créances et effets à recevoir

Les créances et effets à recevoir constituent des actifs financiers non dérivés comportant des paiements fixes ou chiffrables non cotés dans un marché actif, autres que ceux que la Compagnie entend vendre à terme ou bien ceux qu'elle a désignés à leur valeur réelle à travers les bénéfices ou les pertes réalisés ou bien destinés à la vente. Les créances, les effets à recevoir découlant des contrats de réassurance et de rétrocession et des débiteurs divers de la Compagnie appartiennent à cette catégorie.

iii) Actifs financiers arrivés à échéance

Les actifs financiers arrivés à échéance sont des actifs financiers non dérivés constitués de paiements fixes chiffrables et des échéances fixes – autres que ceux correspondant à la définition des Créances et Effets à recevoir – que la Direction générale de la Compagnie se propose et a la possibilité de détenir jusqu'à échéance. Les bons de trésor du gouvernement relèvent de cette catégorie d'actifs financiers.

iv) Actifs financiers destinés à la vente

Les actifs financiers destinés à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont, soit assignés à cette catégorie, soit classés dans l'une ou l'autre des différentes catégories déterminées. Les placements de la Compagnie sous forme de titres de participation inscrits ou non inscrits à la bourse des valeurs mobilières relèvent de cette catégorie.

Les acquisitions et les ventes des investissements/placements sont comptabilisées à la date à laquelle s'est effectuée l'opération notamment la date à laquelle la Compagnie s'engage à acheter ou vendre dans leur valeur réelle, à travers les bénéfices ou les pertes réalisés, les coûts de transaction qui sont directement imputables à leur acquisition. Les investissements sont rayés des écritures comptables lorsque les droits de percevoir les liquidités procédant de ces investissements sont arrivés à expiration ou alors s'ils ont été cédés et si la Compagnie a, de son côté, également transféré en substance tous les risques et avantages rattachés à la propriété.

Les actifs financiers destinés à la vente et les actifs financiers estimés à leur valeur réelle à travers les bénéfices ou les pertes réalisés sont par la suite imputés à leur juste valeur. Les créances et effets à recevoir et les actifs financiers arrivés à terme sont comptabilisés au coût amont en recourant à la méthode de calcul d'intérêt linéaire. Les bénéfices et pertes réalisés et non réalisés découlant des changements de valeur réelle de la catégorie des actifs financiers estimés à leur valeur réelle à travers les bénéfices ou les pertes réalisés sont incorporés dans le Compte des Pertes et Profits de la période dont ils procèdent. Les bénéfices et pertes non réalisés découlent des changements de la valeur réelle des avoirs incorporés dans le capital social. Lorsque les valeurs classées dans le capital social et considérées comme destinées à la vente sont en effet vendues ou dépréciées les ajustements

Procédures Comptables (suite)

cumulés de leur valeur réelle sont incorporés dans le compte des pertes et profits comme bénéfiques/pertes réalisés sur les actifs financiers.

Les valeurs réelles des placements cotés à la bourse des valeurs sont calculées sur la base des cours acheteurs réels.

(m) Dépréciation des actifs financiers

A chaque date du bilan, la Compagnie évalue ses actifs financiers en vue de s'assurer de la dépréciation de l'un de ses actifs (ou d'un groupe de ses actifs) financiers. La comptabilisation des pertes de dépréciation devient effective lorsque la dépréciation est réellement constatée des suites d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'élément d'actif et lorsque les événements se répercutent sur l'estimation de la liquidité future de l'actif financier qui peut être évalué de manière fiable.

La perte de dépréciation ainsi comptabilisée est chiffrée sur la base de la différence entre le montant d'enregistrement de l'élément d'actif et la valeur réelle de l'estimation des liquidités futures actualisée au taux d'intérêt originel de l'actif financier.

(n) Droits de l'agent

L'estimation de l'engagement financier pour le droit aux jours de congé annuel cumulés des agents à la date d'établissement du bilan est comptabilisée comme une accumulation de dépenses.

Les droits aux indemnités sont comptabilisés lorsqu'ils échoient aux agents en droit d'y prétendre. En raison des services rendus par les agents en droit d'y prétendre jusqu'à la date de l'établissement du bilan, la Compagnie constitue une provision fondée sur l'estimation de la gratification annuelle.

(o) Obligations de Pension de retraite

La Compagnie dispose d'une caisse de prévoyance consistant en un programme de cotisation pour ses employés. Les avoirs de ce système de cotisation sont détenus dans des fonds séparés dont la gestion est confiée à un administrateur des fonds. Les ressources de la Caisse de prévoyance de la Compagnie proviennent des versements des cotisations effectués par les employés et par l'employeur.

Les cotisations de la Compagnie au programme de prévoyance sont imputées lors des échéances de paiement des agents

(p) Dividendes

Les dividendes sur les actions régulières sont imputés à la rubrique du capital social au titre de l'exercice durant lequel ils sont déclarés.

(q) Impôts et Taxes

En vertu des dispositions de l'Article 7 de l'Accord de siège signé entre le Gouvernement du Kenya et la ZEP-RE, la Compagnie est exonérée de toute forme d'impôt et de taxe.

(r) Données Comparées

Les chiffres comparés, le cas échéant, ont été ajustés aux fins de conformité avec les changements intervenus dans la présentation des comptes de l'exercice en cours.

Notes Annexes aux Etats Financiers

1 Création de la Compagnie

La Compagnie a été créée par les Etats membres de la Zone d'Echanges Préférentiels (qui s'appellera plus tard le COMESA). Elle a pour mission de :

- a) Promouvoir le développement de l'industrie des assurances et de la réassurance et de la sous-région,
- b) Renforcer les capacités nationales, sous-régionales de souscription de contrats et de rétention financière, et
- c) Promouvoir le développement économique de la sous-région.

Le Siège social et la Direction Générale de la Compagnie sont domiciliés au Kenya. La Compagnie dispose également de 2 Bureaux régionaux au Soudan et en Zambie.

2 Revenu Brut de Prime

L'analyse du revenu brut de prime entre les différentes branches d'assurance se présente comme suit :

	2006	2005
	US\$	US\$
Incendie et Accidents	25.088.306	22.430.133
Risques Maritimes et Aériens	3.870.650	3.342.211
Assurance Vie	3.515.955	1.127.691
	32.474.910	26.900.035

3 Revenus des Placements/des Investissements

Intérêts générés par les Effets publics arrivés à terme	517.376	429.547
Intérêts générés par les liquidités en dépôt auprès d'établissements financiers	592.256	372.830
Intérêts d'emprunts à recevoir	4.387	5.687
Bénéfice sur Immobilisations en placement	230.082	
Bénéfice à la valeur réelle sur Immobiliers en Placement (note 11)	1.344.101	808.064

4 Revenus divers

Intérêts générés par les dépôts de réassurance	32.273	61.292
Revenus provenant de diverses sources	16.536	48.217
Carte Jaune du COMESA	59.063	70.540
	107.872	180.049

5 Sinistres bruts réglés et Sinistres en attente de règlement exigibles

Sinistres bruts réglés	17.185.434	14.807.184
Changements des sinistres non réglés	575.000	1.961.271
	17.760.434	16.768.455

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

6 Frais d'exploitation et Frais divers

	2006	2005
	US\$	US\$
Salaires et indemnités versés aux employés (note 7)	1.353.457	1.101.699
Rémunération des Commissaires aux Comptes	15.000	12.000
Dépenses engagées au titre de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration	207.767	193.964
Amortissement (note 8)	94.673	83.633
Amortissement des Actifs incorporels	114.673	18.446
Amortissements des Baux d'exploitation payés d'avance	815	2.671
Ajustement de Conversion cumulé	-	250.000
Profits/Pertes de Change	(853.305)	254.869
Coût de dépréciation des créances douteuses		
- Créances sur primes de réassurance	495.114	33.822
Travaux de réparation et d'entretien	93.961	44.781
Pertes sur cession d'équipements/matériels	-	38.841
Intérêts sur prêts	190.972	116.886
Impôts et Taxes	72.381	97.326
Frais de location immobilière		
Frais divers	651.119	675.736
	2.436.626	2.940.400

7 Salaires et indemnités versés aux agents

Frais du personnel à savoir :		
- Salaires et Coûts salariaux	1.060.836	898.638
-Cotisations versés à la Caisse des Pensions des Employés	70.520	58.891
- Indemnités	94.501	54.611
- Provision pour Congés annuels	22.890	29.726
- Autres frais de personnel	104.710	59.833
	1.353.457	1.101.699

Les effectifs de la Compagnie, à la fin de l'exercice 2006, se chiffraient à 33 agents (contre 34 en 2005).

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

8 Immobilisations	Propriété foncière libre	Immeubles	Matériel Roullant	Mobilier de Bureau et Agencements de Résidence	Mobilier et Agencements de Résidence	Equipements de Bureau	Equipements de Résidence	Ordinateurs	Total
	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$
Exercice clôturé au 31 décembre 2006	99.764	736.482	135.184	322.969	17.079	113.761	5.815	167.275	1.598.329
Suppléments	-	-	-	20.782	520	7.935	-	8.711	37.948
Cessions d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2006	99.764	736.482	135.184	343.751	17.599	121.696	5.815	175.986	1.636.277
Amortissements									
Au 1er janvier 2006	-	8.592	131.041	40.371	10.646	89.485	2.490	139.076	421.701
Dépenses de l'exercice	-	14.730	4.143	42.969	3.657	6.518	617	22.039	94.673
Sur cessions d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2006	-	23.322	135.184	83.340	14.303	96.003	3.107	161.115	516.374
Valeur Comptable nette									
Au 31 décembre 2006	99.764	713.160	-	260.411	3.296	25.693	2.708	14.871	1.119.903

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

8 Immobilisations (suite)	Propriété foncière libre	Immeubles	Matériel Roulant	Mobilier de Bureau et Agencements	Mobilier et Agencements de Résidence	Equipements de Bureau	Equipements de Résidence	Ordinateurs	Travail en Cours de réalisation	Total
	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$
Exercice clôturé au 31 décembre 2005:										
Coût ou Estimation										
Au 1er janvier 2005	99.764	-	135.184	106.237	12.908	113.359	3.107	159.092	4.310.938	4.940.589
Suppléments			322.969	4.171	402	2.708	27.173	699.146	1.056.569	
Cessions			(106.237)	-	-	-	(18.990)	-	(125.227)	
Transferts		736.482	-	-	-	-	-	-	(5.010.084)	(4.273.602)
Au 31 décembre 2005	99.764	736.482	135.184	322.969	17.079	113.761	5.815	167.275	-	1.598.329
Amortissements										
Au 1er janvier 2005	-	-	126.892	60.234	7.119	83.925	1.873	137.249	-	417.292
Dépenses de l'exercice	-	8.592	4.149	40.371	3.527	5.560	617	20.817	-	83.633
Profits réalisés sur cession d'actifs	-	-	-	(60.234)	-	-	-	(18.990)	-	(79.224)
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2005	-	8.592	131.041	40.371	10.646	89.485	2.490	139.076	-	421.701
Valeur comptable nette										
Au 31 décembre 2005	99.764	727.890	4.143	282.598	6.433	24.276	3.325	28.199	-	1.176.628

La propriété foncière libre a été réévaluée en février 2003, sur la base de la valeur du marché libre, par le Cabinet d'Expertise immobilière, Gimco Ltd. L'excédent de réévaluation a été porté au crédit du Compte de la réserve de réévaluation.

"Toujours au service de la qualité"

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

9 Biens Incorporels

	Travail en cours de réalisation	Autres Biens incorporels	Total
Exercice Clôturé au 31 décembre 2006	US\$	US\$	US\$
Coût			
Au 1er janvier 2006	408.078	239.277	647.355
Suppléments	75.000	-	75.000
Transferts	(483.078)	483.078	-
Au 31 décembre 2006	-	722.355	722.355
Amortissements			
Au 1er janvier 2006	-	210.949	210.949
Dépenses de l'exercice	-	114.673	114.673
Au 31 décembre 2006	-	325.622	325.622
Valeur Comptable nette au 31 Décembre 2006	-	396.733	396.733
Exercice Clôturé au 31 décembre 2005			
Coût			
Au 1er janvier 2005	-	211.977	211.977
Suppléments	408.078	27.300	435.378
Au 31 décembre 2005	408.078	239.277	647.355
Amortissements			
Au 1er janvier 2005	-	192.503	192.503
Dépenses de l'exercice	-	18.446	18.446
Au 31 décembre 2005	-	210.949	210.949
Valeur Comptable nette au 31 Décembre 2005	408.078	28.328	436.406

La rubrique relative au travail en cours de réalisation correspond à l'élaboration du nouveau système de gestion des opérations de réassurance parachevé en 2006. ce montant a été transféré dans le compte des biens incorporels au courant de l'exercice et sera amorti sur 5 ans.

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

10 Matériels en location – exploitation payables à l'avance

	2006 US\$	2005 US\$
Coût		
Au 1er janvier	80.686	255.111
Transfert au compte des Immobilisations en placement (note 11)	-	(174.425)
Au 31 Décembre	80.686	80.686
Amortissements		
Au 1er janvier	9.782	18.244
Dépenses de l'exercice	815	2.671
Transfert au compte des Immobilisations en placement (note 11)	-	(11.133)
Au 31 Décembre	10.597	9.782
Valeur Comptable nette	70.089	70.904

La rubrique des Baux Commerciaux payés d'avance correspond au terrain en contrat de location appartenant à la Compagnie. La Compagnie a adopté en 2005 le chapitre 40 de la Version des Normes Internationales de Comptabilité adoptées en 2003, et a reclassé ses autres propriétés en contrat de location dans le compte des Immobilisations en placement.

11 Immobilisations en Placement

	2006 US\$	2005 US\$
Au 1er Janvier	4.436.894	-
Transferts découlant du Compte des Immobilisations (note 8)	-	4.273.602
Transferts découlant du Compte des Baux commerciaux payés d'avance (note 10)	-	163.292
Suppléments	3.401.573	-
Profits réalisés sur les immobilisations en placement (note 3)	230.082	
Au 31 Décembre	8.068.549	4.436.894

La propriété de la ZEP-RE place a été évaluée à la date du 31 décembre 2006 par le Cabinet d'Expertise Immobilière Gimco Limited, sur la base de la valeur du marché libre. Le profit généré par la réévaluation a été porté au crédit du compte de pertes et profits. Le supplément correspond à l'acquisition, au courant de l'exercice, de Prosperity House, un immeuble commercial.

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

12 Portefeuille – actions destiné à la vente

	2006 US\$	2005 US\$
(i) Titres de participation non enregistrés:		
Fonds d'élaboration du Logiciel de l'Organisation Africaine des Assurances (OAA)	30.000	30.000
African Trade Insurance Agency	100.000	100.000
Tanzania Reinsurance Corporation	718.750	718.750
Au 31 Décembre	848.750	848.750
(ii) Placements enregistrés:		
Au 1er janvier	-	-
Suppléments	101.414	-
Profits réalisés	10.985	-
Au 31 Décembre	112.399	-
Total du portefeuille – actions destiné à la vente	961.149	848.750

13 Créances découlant des contrats de réassurance

	2006 US\$	2005 US\$
Au 1er janvier	10.995.138	10.242.758
Dépenses de l'exercice	(3.665.088)	1.273.795
Provision pour créances douteuses	(930.068)	(521.415)
Au 31 Décembre	6.399.982	10.995.138

Les montants dus par les Compagnies de réassurance sont déclarés nets des créances qui, de l'avis des administrateurs, constituent des créances qui ne sont pas recouvrées ou dont le recouvrement est incertain à la fin de l'exercice.

14 Débiteurs Divers

	2006 US\$	2005 US\$
Montant dû par la Tanzania National Reinsurance Corporation Limited	110.462	16.386
Créances dues par le personnel	178.238	159.909
Paiements anticipés	46.104	381.616
Dépôts	33.433	22.136
Créances sur loyers	8.261	3.679
Autres créances	34.875	90.115
	411.373	673.841

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

15 Effets publics arrivés à échéance

	2006 US\$	2005 US\$
Bons de Trésor à court et long terme arrivés à échéance:		
- A moins d'un (1) an	7.082.106	5.812.084
- Entre 1et 5 ans	189.524	324.846
- Après 5 ans	304.687	-
	7.576.317	6.136.930
Analyse des effets publics par monnaie de souscription		
Effets publics souscrits en Shillings Kenyans (KES)	6.258.869	5.578.937
Effets publics souscrits en Dinars Soudanais (SDD)	1.311.010	557.993
Effets publics souscrits en Dollars Zimbabwéens (Zim \$)	6.438	-
	7.576.317	6.136.930

16 Dépôts dans les établissements Financiers

	2006 US\$	2005 US\$
Lloyds Bank PLC – London	8.304.199	5.364.412
Kenya Commercial Bank ltd	822.305	199.003
PTA Bank	2.430.196	2.312.993
Barclays Bank of Kenya ltd	5.151.552	2.551.114
Sudanese French Bank	511.073	-
	17.219.325	10.427.522
Analyse des dépôts dans les établissements financiers par monnaie		
Dépôts libellés en Dollars Américains (US\$)	11.040.508	5.145.271
Dépôts libellés en Livres Sterling (UK£)	4.819.579	5.083.248
Dépôts libellés en Shillings Kenyans(KES)	968.165	199.003
Dépôts libellés en Dinar Soudanais (SDD)	391.073	-
	17.219.325	10.427.522

Les dépôts dans les établissements financiers disposent d'une échéance moyenne de 3 à 6 mois (2005: 3 à 6 mois)

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

17 Soldes des Comptes de Trésorerie

	2006	2005
	US\$	US\$
Lloyds Bank PLC – London	8.702	362.453
Kenya Commercial Bank Ltd	93.139	132.727
Barclays Bank of Kenya Ltd	67.328	120.321
Sudanese French Bank	99.942	138.639
Caisse	288	299
	269.399	754.439

18 Taux d'intérêt moyens pondérés effectifs

Le tableau suivant reprend les taux d'intérêt moyens pondérés effectifs réalisés au courant de l'année sur les placements de fonds porteurs d'intérêts

	2006	2005
	%	%
Effets publics	12,10	13,20
Dépôts dans les établissements financiers	<u>5,60</u>	<u>3,75</u>

19 Capital Social

Le Capital social autorisé de la Compagnie est de 27.280.000 Dollars américains répartis en 20.000 actions d'une valeur nominale de 1.364 Dollars chacune. Le Capital – actions autorisé de la Compagnie est réparti en 50% d'actions appelées et 50% d'actions exigibles. A la date du 31 décembre 2006, la situation du Compte du Capital social de la Compagnie se présente comme suit :

(i) Capital entièrement libéré	2006	2005
	US\$	US\$
Capital attribué et souscrit	13.458.588	10.442.102
Capital appelé mais non souscrit	<u>181.412</u>	<u>3.197.898</u>
Capital sujet à appel	13.640.000	13.640.000
Capital non libéré (actions en circulation)	(1.868.113)	(2.278.256)
Capital souscrit et entièrement libéré	11.771.887	11.361.744
(ii) Actions entièrement libérées	2006	2005
	Nombre d'actions	Nombre d'actions
Actions attribuées et souscrites	9.867	7.655
Capital appelé mais non souscrit	<u>133</u>	<u>2.345</u>
Actions sujettes à appel	10.000	10.000
Actions non libérées (en circulation)	(1.370)	(1.670)
Actions souscrites et entièrement libérées	8.630	8.330

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

20 Excédent de réévaluation et Réserve estimée à la valeur réelle

	2006	2005
	US\$	US\$
Excédent de réévaluation	11.830	11.830
Réserve estimée à la valeur réelle	10.985	-
	22.815	11.830

Les mouvements relatifs aux réserves de réévaluation et aux réserves diverses figurent dans le compte de Variations des Fonds Propres à la page 14.

Excédent de réévaluation

L'excédent de réévaluation correspond à l'excédent de variation sur la propriété foncière libre de la Compagnie (note 8).

Cette réserve n'est pas sujette à répartition.

Réserve estimée à la valeur réelle

La réserve estimée à la valeur réelle correspond à la variation nette cumulée de la valeur réelle du Portefeuille – actions destiné à la vente.

21 Bénéfices non redistribués

Le solde des bénéfices non redistribués correspond au montant à redistribuer aux actionnaires de la Compagnie.

22 Passif découlant des contrats de réassurance

	2006	2005
	US\$	US\$
Contrats de réassurance à court terme		
- Sinistres déclarés et dépenses engagées dans la gestion des sinistres	6.862.334	6.632.000
- Sinistres survenus mais non déclarés	1.812.666	1.468.000
Total du Passif brut découlant des contrats de réassurance	8.675.000	8.100.000

i) Contrats réassurance à court terme

Le passif des sinistres bruts déclarés et des dépenses engagées dans la gestion des sinistres et le passif découlant des sinistres survenus mais non déclarés sont nets des recouvrements escomptés. Les recouvrements escomptés à la fin des exercices 2006 et 2005 ne sont pas substantiels.

Les sinistres survenus englobent les sinistres payés au courant de l'exercice et les variations de la provision pour les sinistres non réglés. Les sinistres payés représentent tous les paiements de sinistres effectués au courant de l'exercice, aussi bien pour les sinistres survenus au courant de l'exercice que pour ceux survenus au courant des précédents exercices. Les sinistres non réglés (en attente de règlement) représentent l'estimation des coûts définitifs nets du règlement de tous les sinistres découlant d'événements survenant avant la date de clôture du bilan mais non réglés à cette date. Les provisions pour sinistres non réglés sont calculées sur la base des meilleures informations disponibles lors de la clôture des écritures comptables de l'exercice, et englobent la provision pour sinistres survenus mais non

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

déclarés.

La détermination du passif découlant des contrats de réassurance de la Compagnie permet de se faire une idée des capacités de la Compagnie en matière d'estimation de la valeur définitive des sinistres.

23 Réserve sur primes non encaissées

La réserve sur primes non encaissées représente le passif découlant des contrats de réassurance à court terme dans les cas où les obligations de la Compagnie continuent à courir à la fin de l'exercice. Les mouvements relatifs à cette réserve figurent dans le tableau ci-dessus :

	2006			2005		
	Réserves brutes	Rétrocessions	Réserves nettes	Réserves brutes	Rétrocessions	Réserves nettes
	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$
Au 1er Janvier	10.558.246	(2.951.880)	7.606.366	9.399.755	(2.215.597)	7.184.158
Augmentation durant l'exercice (nette)	1.376.276	27.212	1.403.488	1.158.491	(736.283)	422.208
Au 31 décembre	11.934.522	(2.924.668)	9.009.854	10.558.246	(2.951.880)	7.606.366

24 Créances découlant des régimes de récession

Le montant des créances découlant des régimes de récession représente le passif découlant des contrats de récession à court terme. Ces mouvements du compte figurent dans le tableau ci-après :

	2006	2005
	US\$	US\$
Au 1er Janvier	3.811.269	3.376.271
Augmentation durant l'exercice	1.614.524	434.998
Au 31 décembre	5.425.793	3.811.269

25 Recettes Comptabilisées d'avance

Les recettes comptabilisées d'avance correspondent à la propriété foncière libre appartenant à la Compagnie. Ladite propriété foncière est une donation du gouvernement de la République du Kenya à la Compagnie. Les montants ne sont pas remboursables et bénéficient de l'exonération sur le revenu durant la durée du bail. Les mouvements du Compte des Recettes comptabilisées d'avance au courant de l'exercice se présentent comme suit :

	2006	2005
	US\$	US\$
Au 1er Janvier	70.905	71.720
Amortissement	(815)	(815)
Au 31 Décembre	70.090	70.905

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

26 Débiteurs divers

	2006	2005
	US\$	US\$
Provision pour Indemnités	195.687	170.567
Provision pour Congés annuels	85.393	70.486
Dépôts pour loyers	122.026	91.913
Engagements divers	68.160	238.747
	471.266	571.713

27 Dividendes

Les mouvements des dividendes se présentent comme suit :

	2006	2005
	US\$	US\$
Au 1er Janvier	16.827	-
Dividende définitif déclaré	300.000	315.600
Dividende reversé (payé)	(294.749)	(298.773)
Au 31 Décembre	22.078	16.827

28 Emprunts

Il s'agit d'un prêt consenti à la Compagnie par la PTA Bank pour la construction de l'immeuble du Siège de la Compagnie et pour le financement partiel de l'acquisition d'une propriété immobilière. Le prêt est remboursable sur la base d'amortissements trimestriels qui s'étalent sur une période de soixante (60) mois, à compter de juillet 2006. Les mouvements du Compte des emprunts au titre de la période se présentent comme suit :

	2006	2005
	US\$	US\$
Au 1er Janvier	1.907.843	1.676.630
Suppléments de l'exercice	792.157	231.213
Remboursements	(270.000)	-
Au 31 Décembre	2.430.000	1.907.843

29 Passif éventuel (Engagements casuels)

Dans l'industrie des assurances, d'une manière générale, la Compagnie est en butte à des cas de litige survenant au cours des opérations normales d'assurance. De l'avis des Administrateurs, tout sinistre de cet ordre qui n'aura pas été réglé n'aura aucune incidence substantielle sur la situation financière ou sur le bénéfice de la Compagnie.

30 Engagements

Engagements des Capitaux

Les dépenses d'équipements/d'investissements autorisées mais non effectuées à la date de la clôture du bilan et qui ne figurent pas dans les comptes financiers de la Compagnie sont les suivantes :

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

	2006 US\$	2005 US\$
Immobilisations	433.500	698.050

31 Trésorerie et Equivalents

Pour les besoins du Compte du flux de trésorerie, les liquidités disponibles et les équivalents se présentent comme suit :

	2006 US\$	2005 US\$
Soldes des Comptes de Trésorerie	269.399	754.439
Dépôts dans les établissements financiers	17.219.325	10.427.522
Effets publics	5.707.565	5.812.084
	23.196.289	16.994.045

32 Opérations effectuées avec les partenaires et Agents associés aux activités de la Compagnie

La Compagnie est la propriété des gouvernements, des entreprises privées et des Organismes d'Etat des pays membres du COMESA. La plupart de institutions du secteur privé ou de l'administration publique comportent des Compagnies d'assurances et de réassurances de la sous-région du COMESA.

Une bonne partie des Compagnies qui rétrocèdent les contrats d'assurances à la ZEP-RE sont également ses actionnaires. Les opérations commerciales effectuées, au courant de l'exercice, avec les partenaires et agents associés aux activités de la Compagnie et les soldes des montants dus aux intéressés ou à recouvrer auprès d'eux à la clôture de l'exercice se présentent comme suit :

i) Opérations effectuées avec les partenaires

	2006 US\$	2005 US\$
Primes brutes encaissées :		
- Actionnaires	5.843.526	4.194.773
Sinistres payés		
- Actionnaires	2.729.332	967.388

iii) Rémunération des Actionnaires

Jetons de présence des administrateurs	51.850	41.350
Autres rétributions (indemnités quotidiennes de subsistance)	73.063	69.003
	124.913	110.353

iii) Rémunération des Responsables de la Compagnie

Salaires et autres avantages à court terme rattachés à la fonction	317.619	344.545
Indemnités	52.178	54.675
	369.797	399.220

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

iv) Soldes dus par les Partenaires et agents associés aux activités de la Compagnie

Primes à percevoir des partenaires associés	1.459.765	4.688.629
Crédits automobile et autres facilités consenties au personnel	<u>178.238</u>	<u>159.909</u>

33 Incertitude des opinions comptables critiques et des principales sources d'estimation

La Compagnie fait des estimations et émet des hypothèses qui conditionnent les montants enregistrés des éléments de l'actif et du passif dans le prochain exercice. Les estimations et les opinions sont évaluées en permanence et se fondent sur l'expérience historique et sur d'autres facteurs, y compris les anticipations des événements à venir qui s'avèrent rationnels au regard des circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Incertitude des principales sources d'estimation

Dans les lignes suivantes figurent les principales hypothèses concernant le futur, et l'incertitude des différentes sources d'estimation à la date de clôture du bilan, qui comportent un risque important susceptible d'entraîner un important ajustement des montants de report des comptes de l'actif et du passif au courant du prochain exercice.

L'engagement définitif découlant des sinistres à payer dans le cadre des contrats de réassurance

L'engagement définitif découlant des sinistres à payer dans le cadre des contrats de réassurance constitue l'estimation comptable la plus critique de la Compagnie. Il existe plusieurs sources d'incertitude qui méritent d'être prises en compte en matière d'estimation de l'engagement que la Compagnie paiera en définitive pour de tels sinistres.

Durée d'utilisation effective des Immobilisations

La Compagnie reconsidère la durée d'utilisation effective des immobilisations à la clôture de chaque exercice considéré.

34 Objectifs et principes de gestion des risques

Les activités de la Compagnie exposent cette dernière à toute une multitude de risques financiers au nombre desquels le risque de réassurance, le risque financier proprement dit, le risque de crédit, et les effets résultant des changements de valeur des éléments d'actif, de la dette et des prix du marché des actions, du taux de change des devises étrangères et des taux d'intérêt bancaires. Le programme global de la Compagnie en matière de gestion des risques privilégie avant tout la détermination et la gestion des risques et s'active à réduire au strict minimum les effets négatifs éventuels sur les résultats financiers, les principes généraux et les plafonds des capacités de souscription, la planification des rétrocessions, les critères de solvabilité qui régissent l'acceptation des clients, et les critères arrêtés en matière d'agrément des intermédiaires (courtiers) et des rétrocessionnaires. Les mécanismes de placements des fonds et d'investissement permettent de gérer les liquidités et de rechercher à réaliser le maximum de profit dans un niveau acceptable de risque associé aux taux d'intérêt.

La politique de la Compagnie en matière de gestion des risques est la suivante ::

Risque de réassurance

Le risque auquel une Compagnie est exposée, dans le cadre d'un contrat de réassurance est la survenance d'un événement assuré ainsi que l'incertitude entourant le montant découlant du sinistre. De la nature même du contrat de réassurance, le risque n'est pas facile à prédire.

Dans le cas d'espèce du portefeuille des contrats de réassurance où la théorie de la probabilité s'applique à l'élaboration du tarif et à la constitution de la provision, le principal risque auquel se trouve confrontée la Compagnie est de voir les paiements des dommages – intérêts dépasser le montant de report prévu pour la couverture du contrat de réassurance. Ceci pourrait arriver au cas où la fréquence et la gravité des dommages-intérêts réels s'avèrent supérieures aux prévisions. Dans le secteur des assurances, les accidents ne sont pas faciles à prédire et le nombre des accidents et le montant des dommages- intérêts varient d'une année à l'autre, partant d'un palier bien défini en utilisant les techniques statistiques de projection.

L'expérience tend à confirmer que plus grand est le portefeuille des contrats de réassurance du même ordre, plus réduite sera la variabilité relative des résultats escomptés. Par ailleurs, un portefeuille plus diversifié est moins susceptible de subir, de fond en comble, les répercussions d'un changement concernant un sous-ensemble du portefeuille. La Compagnie a mis sur pied sa stratégie de souscription des contrats de réassurance fondée sur la diversification du type de risques d'assurance acceptés.

Notes Annexes aux Etats Financiers (suite)

Les facteurs responsables de l'aggravation du risque englobent la non diversification des risques au regard du type et du montant du risque, de son emplacement géographique et du secteur d'activité couvert.

Risque Financier

La Compagnie est exposée au risque financier à travers ses actifs financiers, ses engagements financiers (passif financier), à savoir les contrats de placements et les emprunts, les avoirs en réassurance et les obligations en assurance. Le principal risque financier procède surtout du fait que le produit des actifs financiers pourrait ne pas être en mesure de financer les engagements découlant des contrats d'assurance et de placement. Au nombre des facteurs les plus importants du risque financier figurent le risque des taux d'intérêt, le risque d'estimation de la valeur sociale nette, le risque monétaire, et la risque de solvabilité.

Les risques découlant des situations ouvertes des taux d'intérêt, de la monnaie et des produits de la valeur sociale nette qui, dans l'ensemble, sont exposés aux mouvements généraux et spécifiques du marché. Les risques auxquels la Compagnie est principalement exposée en raison de ses placements et de ses engagements sont le risque des taux d'intérêt et le risque d'autonomie financière.

La Compagnie gère ces situations au sein d'un cadre de gestion des éléments de l'actif et du passif élaboré en vue d'obtenir des revenus de placement à long terme en sus de ses engagements dans le cadre des contrats d'assurances et de placements.

Risque de solvabilité

La Compagnie est exposée au risque de solvabilité procédant du fait que le réassuré ne sera pas en mesure de payer ses primes en totalité le moment venu. Les coûts de dépréciation sont comptabilisés dans les créances douteuses à la date de la clôture du bilan. Les modifications significatives de l'économie, ou de la santé d'une branche particulière du secteur des assurances qui représente une concentration du portefeuille de la Compagnie pourraient aboutir à des pertes qui sont différentes de celles pour lesquelles des provisions ont été constituées lors de la date de clôture du bilan. La Direction de la Compagnie gère par conséquent avec prudence son exposition au risque de solvabilité.

L'exposition au risque de solvabilité est gérée à travers l'analyse régulière de la capacité des clients actuels et potentiels de faire face aux obligations de paiement de leurs primes et par la remise en cause des actions autorisées le cas échéant, en entretenant des relations étroites avec les compagnies cédantes et les intermédiaires en vue de faciliter le règlement des primes dans les délais prévus, la compensation des primes impayées contre les sinistres et le non renouvellement des traités avec les Compagnies cédantes qui présentent une faible capacité de souscription et dont la solvabilité est incertaine.

Il n'existe pas de concentration de risques de solvabilité dans la Compagnie.

Risque de taux d'intérêts élevés

L'exposition aux avoirs portant intérêt est gérée par l'utilisation d'une courbe de rendement en vue de s'assurer que la Compagnie n'a pas procédé à des placements à faible intérêt dans un environnement aux intérêts élevés.

La Compagnie dispose d'un comité d'investissements/de placements qui définit les grandes orientations permettant de réduire l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

La note 18 révèle le taux d'intérêt moyen pondéré sur les placements portant sur le principal.

Risque de liquidité

Les ressources financières de la Compagnie peuvent à tout moment être sollicitées en vue de régler les sinistres réassurés ou payer les primes rétrocédées. La Compagnie s'assure que la gestion des échéances de remboursement des fonds placés est rationnelle et permet de disposer des ressources suffisantes pour régler les sinistres lors de leur survenance.

Risque monétaire

Les activités de la Compagnie couvrent plusieurs pays, ce qui l'expose aux risques de fluctuation monétaire. La politique de la Compagnie consiste à réduire au strict minimum le risque monétaire, et c'est la raison pour laquelle tous ses éléments d'actifs ainsi que ses obligations sous-jacentes sont libellés dans la même monnaie ou dans les principales monnaies convertibles.

Compte des Résultats d'Exploitation

Annexe 1

Branche d'assurance	2006				2005			
	Incendie et Accidents	Risque Marines et Aériens	Vie	Total	Incendie et Accidents	Risque Marines & Aériens	Vie	Total
	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$
Primes brutes souscrites	25.088.305	3.870.650	3.515.955	32.474.910	22.430.133	3.342.211	1.127.691	26.900.035
Changements du chiffre d'affaire brut	(1.376.811)	(126.814)	100.137	(1.403.488)	(77.364)	(118.898)	(225.946)	(422.208)
Primes brutes encaissées	23.711.494	3.743.836	3.616.092	31.071.422	22.352.769	3.223.313	901.745	26.477.827
Moins : Primes de rétrocession	(6.608.241)	(703.430)	-	(7.311.671)	(6.887.677)	(491.853)	-	(7.379.530)
Primes nettes encaissées	17.103.253	3.040.406	3.616.092	23.759.751	15.465.092	2.731.460	901.745	19.098.297
Sinistres réglés	13.429.273	1.397.118	2.359.043	17.185.434	13.186.503	1.044.578	576.103	14.807.184
Changements du Règlement des Sinistres	360.405	333.271	(118.676)	575.000	1.858.114	(58.681)	161.838	1.961.271
Moins : Montants remboursables par les rétrocessionnaires	(3.141.264)	(56.497)	-	(3.197.761)	(6.575.862)	(10.930)	-	(6.586.792)
Sinistres nets survenus	10.648.414	1.673.892	2.240.367	14.562.673	8.468.755	974.967	737.941	10.181.663
Commissions de courtage à percevoir	(1.752.114)	(160.449)	-	(1.912.563)	(1.894.192)	(143.368)	-	(2.037.560)
Frais de courtage (Commissions à payer)	6.240.847	1.069.364	649.129	7.959.340	6.108.047	977.020	220.169	7.305.236
Impôts et Taxes	62.108	9.680	593	72.381	85.459	11.867	-	97.326
Frais de gestion	1.621.213	250.122	227.202	2.098.537	1.513.637	230.729	77.850	1.822.216
Total des dépenses et des Frais de Courtage	6.172.054	1.168.717	876.924	8.217.695	5.812.951	1.076.248	298.019	7.187.218
Bénéfice/Perte de Souscription	282.785	197.797	498.801	979.383	1.183.386	680.245	(134.215)	1.729.416
Ratios clés	%	%	%	%	%	%	%	%
Ratio de perte (sinistres nets survenus/primes nettes encaissées)	62,3	55,1	62,0	61,3	54,8	35,7	81,8	53,3
Ratio des Commissions (Frais de courtage à payer/Primes brutes souscrites)	24,9	27,6	18,5	24,5	27,9	29,2	19,5	27,7
Ratio des dépenses (Frais de gestion/primes brutes souscrites)	6,5	6,5	6,5	6,5	6,9	6,9	6,9	6,9

Actionnariat de la ZEP-RE, Attribution des Parts Sociales et Capital Entièrement Libéré au Titre de L'exercice Clôturé au 31 Décembre 2006

Annexe II

Pays/Institution	Actionnaire	Pourcentage attribué d'actions	Actions attribuées et émises	Total de 50% des actions	Part de Capital Exigible Payable à 50%	Part de Capital entièrement libéré en US\$
Burundi	SOCABU	1,00	200	100	136.400	136.400
	Assurances Bicor	0,50	100	50	68.200	68.200
Kenya	Kenya Reinsurance Corporation	20,00	4.000	2.000	2.728.000	2.728.000
	Govt. du Kenya	1,75	350	175	238.700	238.700
	Blue Shield	1,83	366	183	249.612	249.612
	Mayfair Insurance	0,92	184	92	125.488	126.360
	Apollo Insurance	0,50	100	50	68.200	69.000
Maurice	Govt. de Maurice	0,50	100	50	68.200	136.400
Mozambique	EMOSE	0,80	160	80	109.120	109.120
Rwanda	République du Rwanda	23,94	4.788	2.394	3.265.416	1.682.874
	SONARWA	0,56	112	56	76.384	76.533
	SORAS	0,50	100	50	68.200	8.557
Soudan	Govt du Soudan	7,10	1420	710	968.440	804.427
	United Ins. (S) Ltd	1,00	200	100	136.400	136.400
	Shiekan Ins. & Reins.	1,25	250	125	170.500	170.500
	Juba Ins. Company	1,00	200	100	136.400	136.400
Tanzanie	NIC(T)	7,70	1.540	770	1.050.280	1.050.280
	ZIC	0,50	100	50	68.200	68.200
	PPF	5,00	1.000	500	682.000	682.000
Ouganda	NIC(U)	0,50	100	50	68.200	68.200
	PWIC	0,50	100	50	68.200	44.552
	SWIC	0,50	100	50	68.200	71.245
Zambie	ZSIC	1,60	320	160	218.240	218.240
	Govt de Zambie	4,50	900	450	613.800	613.800
COMESA	PTA Bank	6,17	1.234	617	841.588	841.588
	Secrétariat du COMESA	1,50	300	150	204.600	204.600
Zimbabwe	ZIM-RE,	1,00	200	100	136.400	136.400
Madagascar	NY Havana	0,50	100	50	68.200	131.574
D.R. Congo	SONAS	0,50	100	50	68.200	68.200
Erythrée	NICE	2,86	572	286	390.104	391.000
Djibouti	Govt de Djibouti	2,19	438	219	298.716	304.25
Actionnaires Divers	Aucune souscription	1,33	266	133	181.412	-
Total		100,00	20.000	10.000	13.640.000	11.771.887

Capital Social Entièrement Libéré et Situation du Droit de Vote au Titre de L'exercice Clôturé au 31 Décembre 2006

Annexe III

Pays/ Institution	Actionnaire	Capital Actions en US\$	2006 Actions libérées et Droit de vote	Capital Actions en US\$	2005 Actions libérées et Droit de vote
Burundi	SOCABU	136.400	1,16	122.760	1,08
	Assurances Bicolor	68.200	0,58	68.200	0,60
Kenya	Kenya Reinsurance Corporation	2.728.000	23,17	2.728.000	24,01
	Gouvern. du Kenya	238.700	2,03	238.700	2,10
	Blue Shield	249.612	2,12	249.612	2,20
	Mayfair Insurance	126.360	1,07	126.360	1,11
	Apollo Insurance	69.000	0,59	69.000	0,61
Maurice	Govt. de Maurice	136.400	1,16	136.400	1,20
Mozambique	EMOSE	109.120	0,93	109.120	0,96
Rwanda	République du Rwanda	1.682.874	14,30	1.358.846	11,96
	SONARWA	76.533	0,65	76.533	0,67
	SORAS	8.557	0,07	8.333	0,07
Soudan	Gouvern. du Soudan	804.427	6,83	783.363	6,89
	United Ins. (S) Ltd	136.400	1,16	136.400	1,20
	Sheikan Ins. & Reins.	170.500	1,45	170.500	1,50
	Juba Ins. Company	136.400	1,16	136.400	1,20
Tanzanie	NICIT	1.050.280	8,92	1.030.288	9,07
	ZIC	68.200	0,58	68.200	0,60
	PPF	682.000	5,79	682.000	6,00
Ouganda	NIC(U)	68.200	0,58	68.200	0,60
	PWIC	44.552	0,38	43.386	0,38
	SWIC	71.245	0,61	71.245	0,63
Zambie	ZSIC	218.240	1,85	218.240	1,92
	Gouvern. de Zambie	613.800	5,21	613.800	5,40
COMESA	PTA Bank	841.588	7,15	841.588	7,41
	Secrétariat du COMESA	204.600	1,74	204.580	1,80
Zimbabwe	ZIM-RE	136.400	1,16	136.400	1,20
Madagascar	NY Havana	131.574	1,12	131.574	1,16
D.R. Congo	SONAS	68.200	0,58	68.200	0,60
Erythrée	NICE	391.000	3,32	391.000	3,44
Djibouti	Gouvern. de Djibouti	304.525	2,59	274.516	2,42
Total		11.771.887	100,00	11.361.744	100,00

ZEP-RE (PTA Reinsurance Company)

Marc Joffe joffe@globalratings.net

Jackie Swan swanj@globalratings.net

Analyse d'une Compagnie de Réassurance

Catégorie de la garantie	Barème de notation	Monnaie	Notation	Date d'expiration	Observation des notations
Capacité de règlement de sinistres	National	KShs	AA	07/2007	Néant
Capacité de règlement de sinistres	International	US\$	BBB-	07/2007	Néant

Informations de base

La ZEP-RE (PTA Reinsurance Company) Limited ("ZEP-RE") est une institution régionale investie de la mission de promouvoir le commerce, le développement et l'intégration régionale au sein des Etats membres du Marché Commun des Etats de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), à travers l'industrie des assurances et de la réassurance. La Compagnie dont le siège social est basé à Nairobi dispose également d'un bureau régional à Khartoum (Soudan).

Critères de notation

La notation attribuée à la ZEP-RE repose sur les paramètres de base suivants :

- La position stratégique favorable de la ZEP-RE compte tenu du mandat qui lui a été assigné lors de sa création et de la composition de son actionnariat (qui compte désormais 14 pays) et dont la gestion se trouve entre les mains d'une équipe dotée d'une expérience chevronnée.
- La Compagnie de Réassurances dispose d'un actionnariat bien diversifié qui permet de réduire le niveau du risque d'insolvabilité.
- Le ratio de solvabilité internationale de la Compagnie a connu une forte croissance depuis 2003 et est demeuré élevé jusqu'en 2005, même si cette croissance repose essentiellement sur une croissance timide du revenu net de prime. Cette notation procède par ailleurs du fait que la ZEP-RE dispose d'un volume impressionnant de capitaux remboursables en cas de nécessité.
- La Compagnie reflète un vaste portefeuille de placements bien diversifié et de la liquidité surabondante.
- Les principaux rétrocessionnaires du programme des excédents de sinistres sont classés tout au moins à la catégorie A au niveau international. La surface financière de certains partenaires du programme de rétrocession de la ZEP-RE est cependant inférieure à la norme des investissements agréée au niveau international.
- Il a été relevé, au courant de l'exercice 2005, une détérioration des ratios de rendement, même si la planification budgétaire prévoit une importante augmentation des revenus de souscription au titre de l'exercice 2006.

Structure financière /gestion du risque

Le bénéfice net réalisé au titre de l'exercice et l'augmentation du capital entièrement libéré de la ZEP-RE hauteur de 0.8 millions de Dollars américains ont donné lieu à une augmentation, à raison de 21%, des fonds propres de la Compagnie qui, au courant de la période, sont passés à 15 millions de Dollars américains. Parallèlement à l'augmentation timide du revenu net de primes, le ratio de solvabilité internationale a affiché une croissance substantielle et est passé à 79% au courant de l'exercice 2006, contre 66% au titre de l'exercice 2004. Par ailleurs, les capitaux additionnels remboursables d'un montant de 13.6 millions de Dollars américains dont disposait la ZEP-RE à la date du 31 décembre 2005 ont également permis à la Compagnie de consolider davantage sa surface financière. La base des ressources financières de la Compagnie est convenablement protégée par une bonne couverture du programme des réassurances dont le chef de file est la Lloyds. Les liquidités disponibles et les valeurs réalisables à court terme (actifs liquides) ont connu une augmentation de 3.1 millions de Dollars pour cumuler à 17,3 millions de Dollars au titre de l'exercice 2005. La croissance du solde de trésorerie a été supérieure à l'augmentation du volume des sinistres, et c'est la raison pour laquelle le ratio de couverture des fonds réservés au règlement des sinistres est passé de 17,1 mois au courant des années précédentes à 20,4 mois à l'heure actuelle.

Le présent document est strictement confidentiel et les informations qu'il renferme ne concernent que le client. Elles sont couvertes par la réglementation en vigueur en matière de protection du droit d'auteur et ne peuvent faire l'objet d'une reproduction entière ou partielle sans l'autorisation de Global Rating Co ("GCR"). Les cotations de solvabilité et les divers points de vue repris dans le document ne reflètent que des points de vue et ne devraient pas être considérés que comme de simples opinions et non comme des exposés des faits ou des recommandations aux fins d'acquisition, de vente ou de détention de parts sociales. La GCR dégage sa responsabilité expresse ou implicite pour ce qui est de la précision, de l'exactitude, de la valeur marchande ou de la justesse de cette cotation, de cette opinion ou de ces informations pour toute exploitation à d'autres fins.



Risques potentiels

- Les niveaux de croissance économique relativement timides face à une concurrence des plus âpres auxquels viennent s'ajouter les problèmes politiques et sociaux que connaissent les pays membres du COMESA ont contribué au ralentissement de la croissance des marchés d'assurances. Dans un pareil contexte, il n'est pas du tout facile de concilier la croissance du chiffre d'affaire au maintien de la qualité de souscription des contrats.
- L'engagement de la Compagnie en faveur de multiples rétrocessionnaires appartenant à la classe des organismes non spécialisés en placements de fonds continue à augmenter le niveau de risque professionnel au même titre que la proportion des dépôts liquides en devises fortes avec les institutions financières non spécialisées en placement de fonds.

Contexte économique

Selon les projections, la croissance économique observée dans la région du COMESA en 2005 voisine 5%, légèrement au dessous de la performance de 2004 qui était de 6%. Les performances de ces deux années prises ensemble sont nettement supérieures aux coefficients de croissance enregistrés au courant des exercices précédents qui, respectivement, étaient de 1,3% en 2003, 2,9% en 2002 et 2001, et 2,3% par an à compter de 1997-2001.

Les niveaux relativement timides de la croissance économique associés aux problèmes politiques et sociaux que traverse la région du COMESA ont fortement contribué au ralentissement de la croissance des marchés d'assurances. Ce contexte a été particulièrement aggravé par l'instabilité des taux de change et les conditions climatiques défavorables, en même temps que prévaut une ignorance caractérisée des produits d'assurance qui s'est matérialisée par une faible pénétration des marchés. Ceci permet d'envisager les potentialités de croissance des marchés d'assurances et offre une opportunité de développement et d'introduction de nouveaux produits, même si l'amélioration des niveaux de revenus disponibles, associée aux réalités de plus en plus complexes des marchés d'assurances constitue une exigence fondamentale. L'adoption d'un cadre réglementaire approprié tend plutôt à compliquer le problème, en dépit du fait que la plupart des organismes chargés du contrôle des assurances sont confrontés à des pressions de plus en plus fortes visant à améliorer cette situation, ce qui pourrait contribuer largement au redressement de l'ensemble de l'industrie des assurances.

Les deux principales compagnies internationales de réassurances, la MÜNICH RE et la SWISS RE couvrent un certain nombre de risques bien ciblés dans la région, et privilégient notamment les grandes entreprises. La politique de sélection des risques de grande envergure adoptée par la MÜNICH RE et la SWISS RE, associée aux dispositions des textes réglementaires (en vigueur dans bien des pays de la région) qui imposent effectivement la réassurance des risques de modeste envergure auprès des compagnies nationales ou régionales de réassurances a laissé

à la disposition des opérateurs locaux et régionaux tels que l'Africa Re et la ZEP-RE certaines parts de marché.

Le tableau ci-dessous ressort les principales statistiques financières comparées de trois compagnies de réassurances régionales, la ZEP-RE, l'Africa Re et l'East Africa Re.

Comparaison entre 3 compagnies analogues, en millions de US\$, en 2005	ZEP Re	Africa Re*	East Africa Re
Compte de Résultats			
Revenu Brut de Prime (Chiffre d'affaire brut) (CAB)	26,4	299,1	16,5
Revenu Net de Prime (Chiffre d'affaire Net) (CAN)	19,0	264,0	13,9
Bénéfice/(Perte) de Souscription	1,7	4,0	(0,3)
Revenu net d'impôts	1,8	9,7	1,1
Bilan			
Capital Social	15,0	13,00	10,4
Total de l'Actif	37,6	476,3	23,7
Ratios (%)			
Fonds propres /Chiffre d'affaire net	79,1	49,2	74,3
Ratio de Rétenion	72,0	88,2	84,0
Ratio des encaissements par rapport aux sinistres	53,3	59,8	59,4
Ratio des cessions de contrats	90,9	98,2	102,3
Ratio des souscriptions	9,1	1,8	(2,3)

*Résultats de l'exercice 2004.

Diversification des risques

La plupart des contrats rétrocédés à la ZEP-RE (à raison de 80% environ des primes brutes souscrites) au courant de l'exercice 2005, provenaient des marchés d'assurances du COMESA. Il y a lieu d'affirmer, par conséquent, que le rendement de la Compagnie dépend intégralement des marchés d'assurances et du contexte économique de ces pays.

Durant l'exercice 2005, le Kenya a confirmé sa position de principal pourvoyeur du chiffre d'affaire brut de la Compagnie (41% en 2005, contre 39% en 2004). Le Soudan emboîte le pas au Kenya avec 13%, contre 11% en 2004, suivi de la Tanzanie (8%), et de l'Ouganda (7%). La Compagnie continue de prospecter de nouvelles percées commerciales en Afrique. C'est dans le cadre de cette offensive qu'au courant de l'exercice 2005, la SORAS du Rwanda a été admise dans le capital social de la Compagnie et s'est vu attribuer des titres de participation. Le reste du Continent Africain, ainsi qu'une modeste clientèle

en Asie et au Moyen Orient se partagent le reste des primes souscrites. Le revenu brut de prime enregistré en Asie provient de la participation à des programmes de réassurances en Inde et en Indonésie, où la ZEP-RE a réalisé un chiffre d'affaire cumulé correspondant à 2,6% de son chiffre d'affaire brut. La Direction Générale n'a aucune intention de rogner d'autres parts de marché dans la région.

Revenu Brut de Prime	En millions de US\$ 2005	% du total 2004	% du total 2005
Afrique Orientale	16,2	54,1	61,3
Afrique Australe	3,2	15,9	12,1
Afrique de l'Ouest	0,8	4,9	2,9
Afrique du Nord	3,7	18,2	14,0
Afrique Centrale	0,3	3,4	1,3
Divers Marchés d'assurances	2,2	3,5	8,4
Total	26,4	100,0	100,0
COMESA	21,2	77,4	80,1
Hors-COMESA	5,2	22,6	19,9
Total	26,4	100,0	100,0

Nous faisons le constat suivant ; en vertu des dispositions exceptionnelles mises en place par les gouvernements lors de la création de la Compagnie, les marchés d'assurances du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda continuent de rétrocéder 10% de leurs risques assurés à la ZEP-RE (en réalité les contrats d'assurances rétrocédés à la PTA Reinsurance Company par les société d'assurances et de réassurances basées en Afrique de l'Est dépassent nettement le chiffre convenu de 10%, partant des relations purement commerciales établies par le Réassureur régional avec ses partenaires des marchés nationaux).

La ZEP-RE n'accepte les traités de réassurance et les contrats facultatifs que dans trois (3) domaines principaux, les assurances Incendie et Accidents (Y compris les assurances construction, les assurances industrielles et automobile), les assurances maritimes, les risques aériens et l'assurance Vie. La catégorie Incendies et Accidents représente les risques dans lesquels les niveaux d'engagement de la Compagnie sont les plus élevés, et leur contribution au revenu brut de prime au titre de l'exercice 2005 a été de 83%, contre 86% en 2004. En vertu de la nature et de l'envergure des risques qui caractérisent les assurances Incendie et Accidents, la ZEP-RE a rétrocédé 31% de l'ensemble des primes encaissées dans ces catégories de risques contre 15% seulement des souscriptions encaissées dans les risques maritimes et aériens. Partant du constat selon lequel la contribution de la branche Vie dans le revenu brut de prime de la Compagnie est seulement de l'ordre de 4% (pourtant le double du pourcentage enregistré au titre de l'exercice 2004), la Compagnie retient pour son compte la totalité des rémunérations perçues au titre de cette branche de risque. Au demeurant, le niveau d'engagement de la ZEP-RE en matière de couverture de la pandémie du VIH/SIDA qui figure dans cette classe de risque soulève quelques problèmes, car les données afférentes au VIH/

SIDA ne s'appuient que sur les estimations (même si dans le cadre des limites convenues, l'engagement de la Compagnie est pratiquement insignifiant).

Exercice 2005	Revenu brut de prime (CAB)		% CAN/CAB
	En millions de US\$	% du total	
Incendie & Accidents	21,9	83,1	68,6
Risques Maritimes & Aériens	3,4	12,7	85,3
Assurance Vie	1,1	4,2	100,0
Total	26,4	100,0	72,0

L'on relève, au terme d'un simple constat que le ratio des sinistres encaissés dans la catégorie des risques maritimes et aériens, au titre de l'exercice 2005 et dont la proportion est de 36% contre 37% au titre de l'exercice 2004, est le plus faible, en dépit de la modeste contribution de secteur dans le revenu brut de prime. Le ratio des sinistres des risques Incendie et Accidents est passé à 55% au titre de l'exercice 2005, contre 54% en 2004, entraînant ainsi l'augmentation du ratio général des sinistres de la Compagnie qui, en 2005, a été de l'ordre de 53% contre 52% en 2004.

Exercice 2005	Sinistres survenus en millions de US\$	% du total	% du ratio des sinistres encaissés
Incendie & Accident	8,5	83,2	54,8
Risques Maritimes & Aériens	1,0	9,6	35,7
Assurance Vie	0,7	7,2	81,8
Total	10,2	100,0	53,3

L'analyse séparée des niveaux d'engagement nous autorise à déduire que les 10 clients les plus importants de la ZEP-RE, en 2005, représentaient 32,2% du revenu brut de prime de la Compagnie contre 23,1% en 2004. La contribution du client le plus important de la Compagnie au revenu brut de prime, au titre de l'exercice 2005 a été de 9,8% contre 3,8% en 2004.

Adéquation des capitaux et constitution des réserves

A la suite d'une croissance de l'ordre de 21% relevée dans la rémunération des capitaux propres de la Compagnie évalués à 15 millions de Dollars, (provenant essentiellement du bénéfice net d'exploitation et des titres de participation émis au courant de l'exercice), venant en plus de l'augmentation marginale du revenu net de prime (chiffre d'affaire net), la marge de solvabilité internationale de la ZEP-RE a connu, pour une seconde année consécutive, une croissance extraordinaire de 79% en 2005, contre 66% en 2004.

La Compagnie connaîtra, à long terme, une aisance de trésorerie exceptionnelle découlant du fait qu'à compter du 31 décembre 2005, elle a accès aux capitaux additionnels remboursables d'un montant de 13,6 millions de Dollars. Ces capitaux remboursables qui correspondent à 91% du revenu de placement des Actionnaires de la Compagnie à la fin de l'exercice 2005 peuvent être appelés sur recommandation du Conseil d'Administration de la ZEP-RE (dont la réglementation prévoit la convocation éventuelle d'une Assemblée Générale Extraordinaire sous réserve d'une notification datant de 15 jours avant la tenue des assises) au courant de laquelle les Actionnaires sont légalement soumis à l'obligation d'injecter des fonds supplémentaires dans le Capital social de la Compagnie sur demande de l'Assemblée Générale. En cas de refus manifesté par certains Actionnaires de se conformer à cet engagement statutaire, la ZEP-RE n'a pas d'autre recours que de proposer ces titres de participation à d'autres membres.

En raison du fait que le ratio des sinistres en attente de règlement par rapport au revenu net de prime (chiffre d'affaire net) correspondait à 43% et que celui des fonds destinés à la couverture des risques par rapport au revenu net de prime (chiffre d'affaire net) était de l'ordre de 40%, les politiques adoptées par la Compagnie en matière de constitution des réserves ont été jugées appropriées.

Rétrocession

Les primes de rétrocession dont le montant a été de 7,4 millions de Dollars au titre de l'exercice 2005 ont augmenté de 33%, soit 28% du revenu brut de prime (chiffre d'affaire brut), contre 23% du chiffre d'affaire brut en 2004. La Direction Générale de la Compagnie avait par ailleurs annoncé une augmentation progressive à long terme des rétentions nettes conformément aux prévisions de croissance du capital et des réserves. Compte tenu des engagements relativement faibles que comportent les risques individuels, la ZEP-RE a retenu pour son propre compte la totalité (100%) des primes souscrites dans la branche Vie. S'agissant par contre des autres branches, la Compagnie a adopté, au titre de l'exercice 2006 le programme suivant :

Réassurances proportionnelles

- Incendies, Risques Construction et Industriels et Risques maritimes : 10 types de couverture d'un montant de 600.000 Dollars américains par compagnie cédante et par catégorie de risque, dans les limites d'un plafond de 6 millions de Dollars par compagnie cédante. D'une manière générale, le montant de la rétention en vigueur pour l'ensemble des compagnies cédantes est de 600.000 Dollars.
- Risques divers : au Kenya, la Compagnie a prévu 4 types de couverture d'un montant de 300.000 Dollars par compagnie cédante et par catégorie de risque. En dehors du Kenya, la tarification en vigueur en matière de rétention est de 4 types de couverture d'un montant de 400.000 Dollars par cédante et par catégorie de risque. Les plafonds de rétention adoptés sont de 1,2 million de Dollars pour le marché kenyan d'assurances et de 1,6 million de Dollars pour les marchés autres que le marché kenyan. Dans l'ensemble, le montant

de rétention en vigueur pour les compagnies cédantes du Kenya est de 300.000 Dollars et de 400.000 Dollars pour les autres marchés d'assurances.

Réassurances non proportionnelles

- Incendie, Risques Construction et Industriels : La Compagnie a mis en place 3 lignes de couverture comprises dans une fourchette de 600.000 Dollars (soit 450.000 Dollars pour les compagnies cédantes du Kenya) à 6 millions de Dollars (soit 4,5 millions de Dollars pour les compagnies cédantes du Kenya). Il a par ailleurs été prévu 3 lignes de couverture pour les sinistres dont les montants varient entre 600.000 Dollars et 8 millions de Dollars.
- Risques Maritimes: les 2 lignes de couverture des sinistres afférents aux risques maritimes sont comprises entre 150.000 Dollars et 2,5 millions de Dollars.
- Risques divers et Automobile : Les 3 lignes de couverture des sinistres de ces deux catégories de risque se situent dans une fourchette de 100.000 Dollars à 1,5 million de Dollars.
- Risques aériens : La ligne de couverture mise en place dans le cadre de cette catégorie de sinistre varie entre 75.000 Dollars et 200.000 Dollars.

Réassurances facultatives

- Incendie, Risques Construction et Industriels: il a été prévu 3 lignes de couverture comprises entre 300.000 Dollars et 3 millions de Dollars par compagnie cédante et par catégorie de risque. Le maximum de couverture prévu est de 9 millions de Dollars par risque.
- Risques Maritimes: Il a été prévu 5 lignes de couverture d'un montant de 500.000 Dollars par risque sous réserve d'un maximum de 2,5 millions de Dollars par risque.
- Risques divers: Il a été prévu 4 lignes de couverture d'un montant de 500.000 Dollars par ligne de couverture et un maximum de couverture de 2 millions de Dollars par risque.

Les mécanismes de rétrocessions proportionnelles et non proportionnelles limitent l'engagement potentiel maximal de la ZEP-RE à un seul risque et à un seul événement (c'est à dire un seul sinistre) à hauteur de 600.000 Dollars par sinistre, montant qui équivaut à 4% du capital social de la Compagnie.

Risques rétrocédés aux Compagnies de Réassurances

Programme de Rétrocession des Excédents de Sinistres

Le placement de ce programme de réassurance est entièrement confié aux sociétés de courtage qui rétrocèdent les risques à 27 compagnies de réassurances. Les principaux rétrocessionnaires de la Compagnie sont : la Sénégal Re (12%), suivie de la Milli Re (10%) et de la Kenya Re (7%).

Programme des Excédents de Sinistres

Le programme des excédents de sinistres constitue le principal volet du programme de rétrocession de la ZEP-RE. La ZEP-RE cède les contrats d'assurance à plus de 11 rétrocessionnaires de différents pays qui, pour la plupart, ne sont pas inscrits à la cote officielle. Le chef de file des rétrocessionnaires du programme Incendie, Construction et risques industriels de la ZEP-RE est la Lloyds qui détient 50% des excédents de sinistres de la Compagnie et présente une cotation de la classe A au niveau international,

sui vie d'Arig Re. Dans les branches des Risques maritimes et aériens la Lloyds est également le principal rétrocessionnaire des excédents de sinistres de la PTA Reinsurance Company, à raison de 50% pour les risques maritimes et 95% pour les risques aériens. Pour la branche Accident, par contre, le programme de rétrocession des excédents de sinistres est, pour l'essentiel (jusqu'à 80%), placé à la Brit Insurance.

Gestion des Actifs

La politique de gestion des investissements et des placements de la ZEP-RE est essentiellement conservatrice et privilégie, en priorité, les avoirs liquides (les liquidités disponibles) et la préservation des capitaux. La gestion des actifs de la Compagnie, jusqu'à l'heure actuelle, est assurée par les services internes de l'entreprise, même si la ZEP-RE envisage de céder, dans les années à venir, une petite portion de son portefeuille des actifs à une grande compagnie internationale spécialisée en la matière.

Investissements/ placements	En milliers de US\$ 2005	% du total 2004	% du total 2005
Trésorerie et avoirs liquides	754,4	2,2	3,3
Dépôts bancaires à court terme	10.427,5	69,1	46,1
Bons du trésor à court & long terme	6.136,9	23,1	27,1
Total des liquidités & des actifs liquides	17.318,9	94,4	76,5
Immobilisations en placement	4.436,8	0,0	19,6
Actions non cotées	848,8	5,6	3,8
Total des liquidités & placements	22.604,5	100,0	100,0

L'ensemble des placements et investissements de la Compagnie ont, au courant de l'exercice 2005, connu une croissance de l'ordre de 50% et se sont évalués à 22,6 millions de Dollars américains. Cette croissance relève surtout de l'achèvement de la construction de l'immeuble du nouveau Siège Social de la ZEP-RE à Nairobi qui constitue une immobilisation en placement dont le coût réel est de 4,4 millions de Dollars. En 2005, cet investissement a généré pour la Compagnie des ressources locatives d'un montant de 140.678 Dollars. Avec le taux de remplissage actuel de l'immeuble supérieur à 97,5%, les revenus locatifs annuels de l'immeuble du Siège social de la Compagnie pourront, dans l'avenir, se chiffrer à 351.965 Dollars. Les autres placements sous forme d'actions non cotées ont surtout porté sur un investissement stratégique qui s'est traduit par une prise de participation dans la Tanzania Re (acquise en 2003) à raison de 719.000 Dollars (facilement cessible à court terme). Parmi les investissements du même ordre figurent également 100.000 Dollars décaissés en acquisition des parts sociales de Africa Trade Insurance Agency, ainsi que 30.000 Dollars à titre de contribution du logiciel informatique de l'OAA (Organisation

Africaine des Assurances).

La Trésorerie et les actifs liquides de la Compagnie sont passés à 17,3 millions de Dollars en 2005, des suites d'un accroissement des ressources financières de l'ordre de 31 millions de Dollars au courant de l'exercice. Nonobstant la croissance de la trésorerie et des actifs liquides de la Compagnie, l'ensemble des investissements et des placements ont connu quelques modifications au courant de l'exercice 2005, avec une légère baisse de ce portefeuille qui a chuté de 94% en 2004, à 77% en 2005. La croissance de la trésorerie et des actifs liquides nettement supérieure à l'augmentation du volume des sinistres a permis d'améliorer le ratio des fonds réservés à la couverture des sinistres qui, en 2005, est passée de 20,4 mois contre 17,1 mois au courant des précédents exercices.

Risques Associés à la Monnaie et aux Placements auprès des Intermédiaires Financiers

Risques associés à la monnaie

Près de 13% de la trésorerie et des actifs financiers de la Compagnie, soit 2,3 millions de Dollars sont libellés en Dollars américains (et déposés à la PTA Bank). Les dépôts libellés en Livres sterling de l'ordre de 5,7 millions de Dollars américains, (soit 23,4% de la trésorerie et des actifs liquides) sont domiciliés à Lloyds Bank (qui, en matière de solvabilité financière, est classée dans la catégorie A au niveau international). Les autres liquidités et actifs liquides de la Compagnie sont libellés en devises africaines (surtout en Shillings kenyans), pour les besoins de couverture des opérations quotidiennes de la Compagnie.

Intermédiaires Financiers (en milliers de US\$) 2005*	US\$	£ St	KShs	Autres	% du total
Lloyd's Bank	1.476	4.250	-	-	31,5
KCB (Kenya)	52	-	280	-	1,8
PTA Bank	2.313	-	-	-	12,7
Barclays (Kenya)	1.838	833	-	-	14,7
Banque Centrale du Kenya- Bons de Trésor à court terme	-	-	4,758	-	26,2
Banque Centrale du Kenya- Bons de Trésor à long terme	-	-	821	-	4,5
Autres intermédiaires	849	-	-	697	8,5
Total	6.527	5.083	5,859	697	100,0
% liquidités & actifs liquides	35,9	28,0	32,3	3,8	100,0

* Conformément aux informations provenant de la Direction Générale (18,2 millions, au lieu de 17,3 millions) selon le rapport de GCR.

Placements de fonds auprès des Intermédiaires financiers

Les dépôts de la Compagnie auprès de la Lloyds Bank et de la PTA Bank, au titre de l'exercice 2005, ont respectivement été de 13% de l'ensemble des liquidités en placement auprès des institutions financières. Lors de l'attribution des cotations internationales, la Global Rating applique le procédé des limites maximales d'exposition au risque d'insolvabilité d'un seul débiteur fondé sur les critères internationaux de détermination de la cote de solvabilité des établissements de dépôt de fonds, en raison des répercussions sur le client. A cet égard, les liquidités domiciliées dans une institution financière qui n'est pas une banque d'affaire de réputation internationale, se limitent à 25% du revenu de placement des actionnaires (fonds propres de la Compagnie). A la fin de l'exercice, la Compagnie s'est conformée à cette exigence.

Risque de conversion des éléments d'Actif

Total des éléments d'Actifs	En milliers de US\$		% du total	
	2004	2005	2004	2005
Immobilisations	4.779,6	1.683,9	14,8	4,5
Immobilisation en placement	0,0	4.436,9	0,0	11,8
Placements non cotés *	848,8	848,8	2,6	2,3
Liquidités & autres actifs liquides	14.196,4	17.318,9	43,9	46,0
Montant dû par les parties cédantes	10.242,8	10.995,1	31,7	29,2
Dépôts non reversés par les parties cédantes	1.860,5	1.652,9	5,8	4,4
Valeurs réalisables à court terme	376,1	673,8	1,2	1,8
Total	32.304,2	37.610,3	100,0	100,0

*Le montant englobe les 700.000 Dollars investis en acquisition des titres de participation de la Tan Re.

Les liquidités et autres actifs liquides ont connu une légère augmentation de 46% de l'ensemble des éléments d'actifs au titre de l'exercice 2005, par rapport à 44% au titre de l'exercice 2004. Inversement, les immobilisations dont le taux a été de 4,5% de l'ensemble de l'Actif en 2005, ont accusé un important déclin par rapport au taux de 15% en 2004, du fait de l'investissement de 4,4 millions de Dollars dans l'immeuble du Siège social de la Compagnie à Nairobi, considérée auparavant comme une immobilisation. Il faudrait, par ailleurs, noter qu'une grande partie de l'immeuble est déjà louée, ce qui permet à la Compagnie de disposer des revenus de placement alternatifs. La somme cumulée des montants dus par les parties cédantes et les dépôts chez les compagnies cédantes a augmenté de 0,5 million de Dollars pour atteindre le chiffre de 12,1 millions de Dollars en 2005. Compte tenu, néanmoins, de la très forte croissance enregistrée dans l'ensemble de l'Actif, la somme cumulée des montants dus par les compagnies cédantes et les dépôts chez les compagnies

cédantes a légèrement baissé à 34% en 2005, contre 38% en 2004.

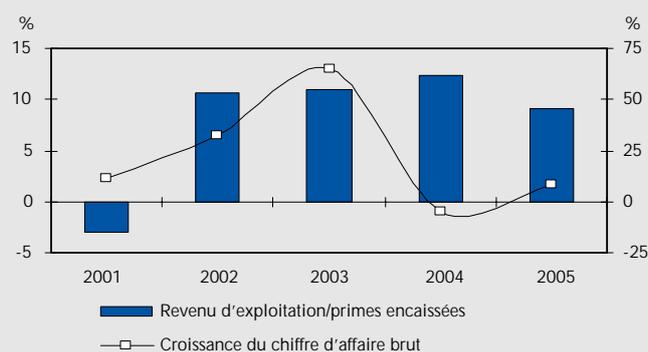
En dépit de ce léger déclin, la période de recouvrement de créances a augmenté, pour le second exercice consécutif et a nécessité 171 jours en 2005, en comparaison de 151 jours en 2004, des délais bien supérieurs aux normes internationales. La détérioration des recouvrements des créances continue à obérer le fonds de roulement. En vue d'apurer les comptes débiteurs, la ZEP-RE a pris un certain nombre de mesures parmi lesquelles :

- L'adoption de nouvelles dispositions en matière de réassurance permettant de déterminer la durée des créances.
- Le classement des relevés de paiement des clients en vue de cerner avec plus de précision les mauvais payeurs.
- L'expédition aux clients des relevés de comptes mensuels tenant lieu de sommations.

Rentabilité Financière de la Compagnie

Nous avons publié, à la fin du présent rapport, un récapitulatif quinquennal de la rentabilité de la ZEP-RE suivi d'un commentaire sommaire. Il a été tenu compte du fait que les bilans financiers des précédents exercices étaient libellés en Dollars du COMESA (CM\$), une devise virtuelle dont la parité est identique au Dollar américain. C'est au courant de l'exercice 2003 qu'allait être définitivement adopté le Dollar américain comme monnaie de comptabilisation des opérations commerciales de la ZEP-RE. A la suite de la consolidation de ses activités au courant de l'exercice 2004, la ZEP-RE a connu une croissance du revenu brut de prime (chiffre d'affaire brut) de l'ordre de 8% qui, en 2005, s'est chiffré à 26,4 millions de Dollars. Cette performance a, en grande partie, été réalisée dans les Etats membres du COMESA, et, pour plus de précisions, dans la branche Incendie et Accidents. A la suite de l'augmentation de 28% des primes rétrocédées au courant de l'exercice 2005, contre 23% en 2004, le revenu brut de prime n'a augmenté que de 1% et est passé à 19 millions de Dollars. Le modeste transfert des réserves de réassurance d'un montant de 0,1 million de Dollars (comparé à 0,2 million de Dollars en 2004) a légèrement contribué à la progression à peine perceptible des primes nettes encaissées dont le chiffre, en 2005, a été de 19,1 millions de Dollars.

Croissance du chiffre d'affaire brut et du revenu d'exploitation



La structure des sinistres a affiché une légère détérioration au courant de l'exercice 2005, essentiellement imputable à d'importants sinistres découlant des inondations consécutives à la Mousson en Inde et de la catastrophe de la Skiida en Algérie. Les sinistres déclarés ont progressé de 2,4% et se sont chiffré à 10,2 millions de Dollars, correspondant à un ratio de sinistres déclarés de 53% en 2005, contre 52% en 2004, pourcentage légèrement supérieur à la fourchette de 40% à 50% arrêtée par la Compagnie lors de ses projections. Les commissions nettes de courtage encaissées par la Compagnie ont progressé de 8% et se sont élevés à 5,4 millions de Dollars (malgré l'augmentation des primes cédées aux récessionnaires), alors que les frais de gestion ont fait l'objet d'une augmentation marginale à hauteur de 1,8 million de Dollars. C'est ainsi qu'avec l'augmentation des sinistres déclarés, le ratio du chiffre d'affaire brut enregistré a été de 91%; pour la première fois, depuis 2001, ce taux a dépassé 90%. La ZEP-RE a enregistré une baisse du bénéfice de souscription chiffré à 1,7 million de Dollars contre 2,4 millions de Dollars au titre de l'exercice 2004, correspondant à un ratio de souscription de 9,1% pour l'exercice 2005 inférieur à celui de 12,4% enregistré au courant du précédent exercice. Le revenu de placement a plus que doublé et est passé à 1 million de Dollars (cette croissance substantielle est due à une importante augmentation des bons de trésor du gouvernement kenyan), et à la suite des pertes non afférentes aux souscriptions d'un montant de 0,9 million de Dollars, la ZEP-RE a, en 2005, enregistré un bénéfice net de 1,8 million de Dollars, contre 2,4 millions de Dollars en 2004. Il importe par ailleurs de noter que la Compagnie est exonérée des obligations fiscales imposées aux entreprises. Toutefois, en 2005, pour la première fois, la ZEP-RE a reversé à ses actionnaires un dividende de 0,3 million de Dollars.

En milliers de US\$	2004	2005
Revenus de gestion*	41,3	70,5
Revenus accessoires	11,9	48,2
Revenu de non souscription	53,2	118,7
Bénéfice /(perte) de change	80,1	(254,9)
Provision pour créances douteuses	(308,3)	(33,8)
Ajustement de conversion cumulé **	(359,7)	(250,0)
	(213,8)	(482,2)
Autres frais	(801,7)	(1.020,9)
Frais de non souscription		
Total des dépenses de non souscription	(748,5)	(902,1)

* les présents revenus de gestion correspondent au contrat de gestion de la Tan Re honoré jusqu'en 2006.

** Passation en pertes et profits des pertes de conversion précédentes.

Les revenus de gestion correspondent à des recettes accessoires provenant des services conseils dispensés aux opérateurs du secteur des assurances. Le principal bénéficiaire de ces services est le Pool de Réassurance de la Carte Jaune du COMESA.

Adéquation entre le revenu et les éléments de l'Actif et du Passif

La Compagnie souscrit ses contrats et place ses liquidités avec des monnaies différentes. Pour cette raison précise, les fluctuations des taux de change constituent un risque sérieux pour la ZEP-RE. Lors de la souscription des contrats, près de 90% des primes sont libellées en monnaies locales que l'assuré convertit en Dollars américains au moment de payer la ZEP-RE. Au terme de l'évaluation des dommages en monnaie locale, le montant convenu est, par la suite, converti en Dollars américains au taux en vigueur, à partir duquel la ZEP-RE règle le sinistre en Dollars américains. Pour nous résumer, le règlement des primes et des sinistres est couvert par les monnaies locales, étant entendu que le risque de conversion est entièrement assumé par le client. Il y a par ailleurs lieu de faire observer que le reliquat de 10% figurant dans les comptes correspond aux traités de réassurance directement souscrits en Ouganda, en Tanzanie et en Zambie où le versement des primes, tout comme le règlement des sinistres, sont libellés en Dollars américains. Il convient tout de même de signaler que la ZEP-RE, à un certain niveau, est également exposée au risque de conversion résultant du décalage temporel entre l'encaissement des primes et le règlement des sinistres. Dans le cas de figure d'une dévaluation de la monnaie locale par rapport au Dollar américain lors de l'échéance censée courir entre le versement de la prime et le règlement du sinistre, la ZEP-RE est gagnant au change alors que le scénario inverse de la réévaluation d'une monnaie locale par rapport au Dollar américain pénalise la Compagnie.

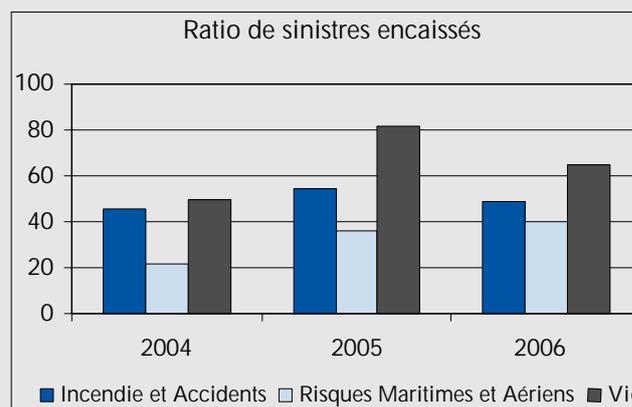
Risque souverain de perturbation des activités

Le degré de risque souverain d'interruption des activités auquel est exposée la ZEP-RE est relativement faible. Aucun des pays membres de la Compagnie n'avait, directement ou indirectement, libéré ses parts sociales attribuées à plus de 30% à la fin de l'année 2005, et aucun actionnaire, à titre individuel, ne détient plus de 24% des parts sociales de la Compagnie.

Perspectives d'avenir

Résultat d'exploitation (en millions de US\$)	Budget 2006	Résultat réel, du 1er trimestre de 2006	Budget du 1er trimestre de 2006
Revenu brut de prime	30,7	6,0	7,7
Rétrocession	(7,2)	(1,1)	(1,8)
Revenu net de prime	23,5	4,9	5,9
Provision pour primes non encaissées	(1,2)	(0,4)	(0,3)
Primes encaissées	22,3	4,5	5,6
Sinistres survenus	(10,8)	(2,2)	(2,7)
Commissions de courtage	(6,4)	(0,9)	(1,6)
Coûts accessoires de gestion	(2,4)	(0,5)	(0,6)
Résultat d'exploitation	2,7	0,9	0,7

Le revenu brut de prime a, au titre de l'exercice clôturé au 31 mars 2006, connu une progression de 11% qui l'a fait passer à 6 millions de Dollars, partant de la même période du précédent exercice. Ce chiffre a, de très loin, été inférieur à la prévision budgétaire de l'ordre de 7 millions de Dollars. Déduction faite des coûts de rétrocession d'un montant de 1,1 million de Dollars, le revenu net de prime s'est chiffré à 4,9 millions de Dollars qui se traduit par un taux nettement élevé de rétention de 82%, (contre 72% en 2005 et par rapport à la prévision budgétaire de 77%). Les sinistres survenus se sont élevés à 2,2 millions de Dollars, résultant à un ratio de sinistres déclarés de 48% (en conformité avec les prévisions budgétaires). Ce ratio est inférieur au ratio des sinistres déclarés en 2005 qui était de 53%. Déduction faite des commissions de courtage et des frais accessoires de gestion, la ZEP-RE a enregistré un résultat d'exploitation de 0,9 million de Dollars qui est supérieur à la prévision budgétaire de l'ordre de 0,7 million de Dollars. Ceci correspond à 33% de la prévision budgétaire de l'ensemble, et autorise de penser que le Réassureur est bien placé pour réaliser un bénéfice d'exploitation de 2,7 millions de Dollars à la fin de l'exercice.



Le graphique ci-dessus est une projection budgétaire de règlement des sinistres par catégorie de risque au titre de l'exercice 2006, découlant de la baisse de 55% en 2005, à 49% en 2006 du ratio des sinistres déclarés. Les projections budgétaires prévoient, au titre de l'exercice 2006, l'amélioration, à concurrence de 3 points, du ratio des souscriptions qui passera à 12,1%.

C'est la raison pour laquelle, dans le cadre de la réalisation de ses objectifs et de l'accélération de son expansion, la ZEP-RE envisage d'ouvrir des Directions régionales dans les marchés d'assurances présentant des perspectives de croissance. A cet effet, le Bureau de souscription de Khartoum (Soudan) a été élevé au rang de Direction Régionale entièrement opérationnelle à compter de l'année 2006. Cette Direction Régionale est appelée à couvrir l'Afrique du Nord et l'Afrique du Nord-est, avec des possibilités d'expansion au Moyen Orient.

Dans l'évocation de ses perspectives d'avenir, la Compagnie continuera à privilégier la réalisation des principaux objectifs de son Plan Social, notamment la croissance et la rentabilité, tout en maintenant une politique de souscription de primes soucieuse de la qualité du risque. S'agissant de la croissance à long terme, la ZEP-RE entend apporter la preuve qu'elle dispose des compétences variées. A cette fin, la Compagnie organise et dirige régulièrement des programmes de formation dans plusieurs pays africains, parallèlement au renforcement des compétences techniques de son personnel qui demeure une priorité fondamentale.

Exercice clos le 31 décembre	2001	2002	2003	2004	2005
Compte de Résultat					
Revenu Brut de Prime (RBP)	11.752,0	15.549,1	25.638,5	24.373,1	26.395,6
Primes de Rétrocession	(2.021,6)	(3.604,7)	(6.254,4)	(5.539,0)	(7.379,5)
Revenu Net de Prime (RNP)	9.730,4	11.944,4	19.384,1	18.834,1	19.016,1
(Augmentation) / Diminution des Fonds de Réassurance	(856,9)	(889,3)	(2.972,2)	220,0	82,1
Primes Nettes Encaissées	8.873,5	11.055,1	16.411,9	19.054,1	19.098,2
Sinistres Survenus	(4.845,2)	(4.666,3)	(7.390,1)	(9.943,5)	(10.181,6)
Commission de Courtage	(2.867,7)	(3.663,7)	(5.440,4)	(4.971,9)	(5.365,0)
Frais de Gestion	(1.425,6)	(1.544,4)	(1.784,4)	(1.781,0)	(1.822,2)
Bénéfice/(Perte) d'Exploitation	(265,0)	1.180,7	1.796,9	2.357,7	1.729,4
Revenu de Placement	389,7	318,7	313,3	427,8	1.010,0
Revenus/(Dépenses) Accessoires	(402,9)	(598,5)	(742,9)	(748,5)	(902,1)
Impôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu Net d'Impôts	(278,1)	900,9	1.367,3	2.036,9	1.837,3
Gains/(Pertes) non Matérialisés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Marge Brute d'Autofinancement					
Liquidités générées par l'Exploitation	553,0	1.930,5	4.646,2	4.298,4	3.354,4
Trésorerie générée par le Revenu de Placement	385,5	317,9	303,5	427,0	1.009,2
Diminution/(Augmentation) du Fonds de Roulement	(482,9)	(318,9)	(1.703,7)	(1.932,3)	(763,7)
Trésorerie générée par les Activités d'Exploitation	455,5	1.929,5	3.246,0	2.793,1	3.599,9
Impôts payés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dividendes reversés aux Actionnaires	0,0	0,0	0,0	0,0	(315,6)
Flux de Trésorerie généré par les Activités d'Exploitation	455,5	1.929,5	3.246,0	2.793,1	3.284,3
Acquisition de Participations Financières	(307,9)	(93,8)	(2.254,8)	(3.099,1)	(1.799,5)
Revenus générés par la cession des Participations Financières	4,3	0,0	9,0	0,0	390,4
Autres Activités de Placement de Fonds	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Trésorerie générée par les Placements de Fonds	(303,6)	(93,8)	(2.245,8)	(3.099,1)	(1.409,1)
Trésorerie générée par les activités de Financement	689,0	1.071,9	732,8	2.433,6	1.073,0
Entrées/(Sorties) Nettes de Liquidités	840,9	2.907,6	1.733,0	2.127,5	2.948,2
Bilan					
Fonds Propres	4.784,4	6.977,4	9.277,5	12.431,1	15.044,6
Fonds de Réassurance	3.892,2	4.781,5	7.753,6	7.184,2	7.606,4
Autres Engagements	3.276,1	3.276,5	5.650,1	12.689,0	14.959,4
Total des Engagements et du Passif	11.952,7	15.035,4	22.681,2	32.304,2	37.610,3
Immobilisations	711,3	749,9	2.140,3	4.779,6	1.683,9
Placements/Investissements	25,0	25,0	843,8	848,8	5.285,6
Liquidités et Dépôts à terme	6.259,7	9.375,7	11.308,6	14.196,4	17.318,9
Autres Actifs Réalisables à court terme	4.956,7	4.884,7	8.388,5	12.479,4	13.321,9
Total des Actifs	11.952,7	15.035,4	22.681,2	32.304,2	37.610,3

Principaux Ratios

Solvabilité / Liquidité

Fonds propres de la Compagnie / Chiffre d'affaire net	%	49,2	58,4	47,9	66,0	79,1
Fonds de réassurance	mois	15,5	24,1	18,4	17,1	20,4
Durée de recouvrement des créances	jours	140,3	108,2	90,4	151,2	171,1
Trésorerie générée par l'exploitation /chiffre d'affaire net	%	4,7	16,2	16,7	14,8	17,3

Adéquation des réserves

Sinistres Survenus non Régles/Primes Encaissées	%	RAS	RAS	47,2	39,5	37,2
Sinistres nets non réglés /Chiffre d'affaire net	%	20,2	19,8	15,1	32,6	42,6
Fonds de réassurance/Chiffre d'affaire net	%	40,0	40,0	40,0	38,1	40,0

Rentabilité

Revenu de souscription (après gains/pertes non matérialisés)	%	(6,2)	15,3	16,8	18,8	13,4
Rendement des placements (y compris gains/pertes non matérialisés)	%	6,6	4,1	2,9	3,1	5,4
Rendement des placements en numéraire (Moyenne)	%	6,6	4,1	2,9	3,1	5,4

Efficacité /Croissance

Croissance du Revenu Brut de Prime	%	11,1	32,3	64,9	(4,9)	8,3
Primes réassurées/ Revenu Brut de prime	%	17,2	23,2	24,4	22,7	28,0
Ratio des Sinistres encaissés	%	54,6	42,2	45,0	52,2	53,3
Commissions/ Primes encaissées	%	32,3	33,1	33,1	26,1	28,1
Frais de gestion/ Primes encaissées	%	16,1	14,0	10,9	9,3	9,5
Résultat d'exploitation/ Primes encaissées	%	(3,0)	10,7	10,9	12,4	9,1
Taux de change	%	103,0	89,3	89,1	87,6	90,9

Exploitation

Taux d'imposition effectif	%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Couverture de dividende	X	RAS	RAS	RAS	6	6

